

Socfinasia S.A.

2014 RAPPORT ANNUEL

SOMMAIRE

Portrait du Groupe	4
1. Présentation du Groupe	4
2. Historique	4
3. Structure du Groupe	5
4. Renseignements sur les participations de Socfinasia S.A.	6
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales	17
1. Caoutchouc	17
2. Huiles végétales	19
Environnement et responsabilité sociale	22
Chiffres clés	23
1. Indicateurs d'activités	23
2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé	24
3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée	24
Données boursières	25
Faits marquants de l'exercice	25
Gouvernance d'entreprise	26
1. Introduction	26
2. Conseil d'Administration	26
3. Les Comités du Conseil d'Administration	29
3.1. Comité d'Audit	29
3.2. Comité de Nomination et de Rémunération	29
4. Rémunérations	30
5. Notification de l'actionnariat	30
6. Calendrier financier	30
7. Audit externe	31
8. Autres informations	31
Déclaration de conformité	32
Rapport de gestion consolidé	34
Rapport d'audit sur les états financiers consolidés	36
Etats financiers consolidés	38
1. Etat de la situation financière consolidée	38
2. Compte de résultat consolidé	40
3. Etat du résultat étendu consolidé	41
4. Tableau des flux de trésorerie consolidés	42
5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	43
6. Annexe aux états financiers consolidés	44
Note 1. Généralités et méthodes comptables	44
Note 2. Filiales et entreprises associées	55
Note 3. Acquisitions d'activités	57
Note 4. Ecart d'acquisition	57
Note 5. Immobilisations incorporelles	58
Note 6. Immobilisations corporelles	59
Note 7. Actifs biologiques	60
Note 8. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives	63
Note 9. Participations dans des entreprises associées	64
Note 10. Titres disponibles à la vente	68
Note 11. Impôts différés	69
Note 12. Stocks	70
Note 13. Créances commerciales (actif courant)	71
Note 14. Autres créances (actif courant)	71
Note 15. Actifs et passifs d'impôts exigibles	72
Note 16. Trésorerie et équivalents de trésorerie	73

SOMMAIRE

Note 17. Capital	73
Note 18. Réserve légale	73
Note 19. Engagements de retraites	74
Note 20. Autres dettes	76
Note 21. Instruments financiers	76
Note 22. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice	78
Note 23. Dotations aux amortissements	78
Note 24. Dépréciations d'actifs	79
Note 25. Autres produits financiers	81
Note 26. Charges financières	81
Note 27. Charge d'impôts	82
Note 28. Résultat net par action	84
Note 29. Dividendes et tantièmes	84
Note 30. Informations relatives aux parties liées	84
Note 31. Concessions de terrains agricoles	86
Note 32. Information sectorielle	87
Note 33. Gestion des risques	91
Note 34. Environnement politique et économique	94
Note 35. Evènements postérieurs à la date de clôture	94
Note 36. Honoraires du Réviseur d'Entreprises agréé	94
Rapport de gestion social	95
Rapport d'audit sur les comptes annuels	100
Etats financiers sociaux	101
1. Bilan au 31 décembre 2014	101
2. Compte de pertes et profits au 31 décembre 2014	103
3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2014	104

Portrait du Groupe

1. Présentation du Groupe

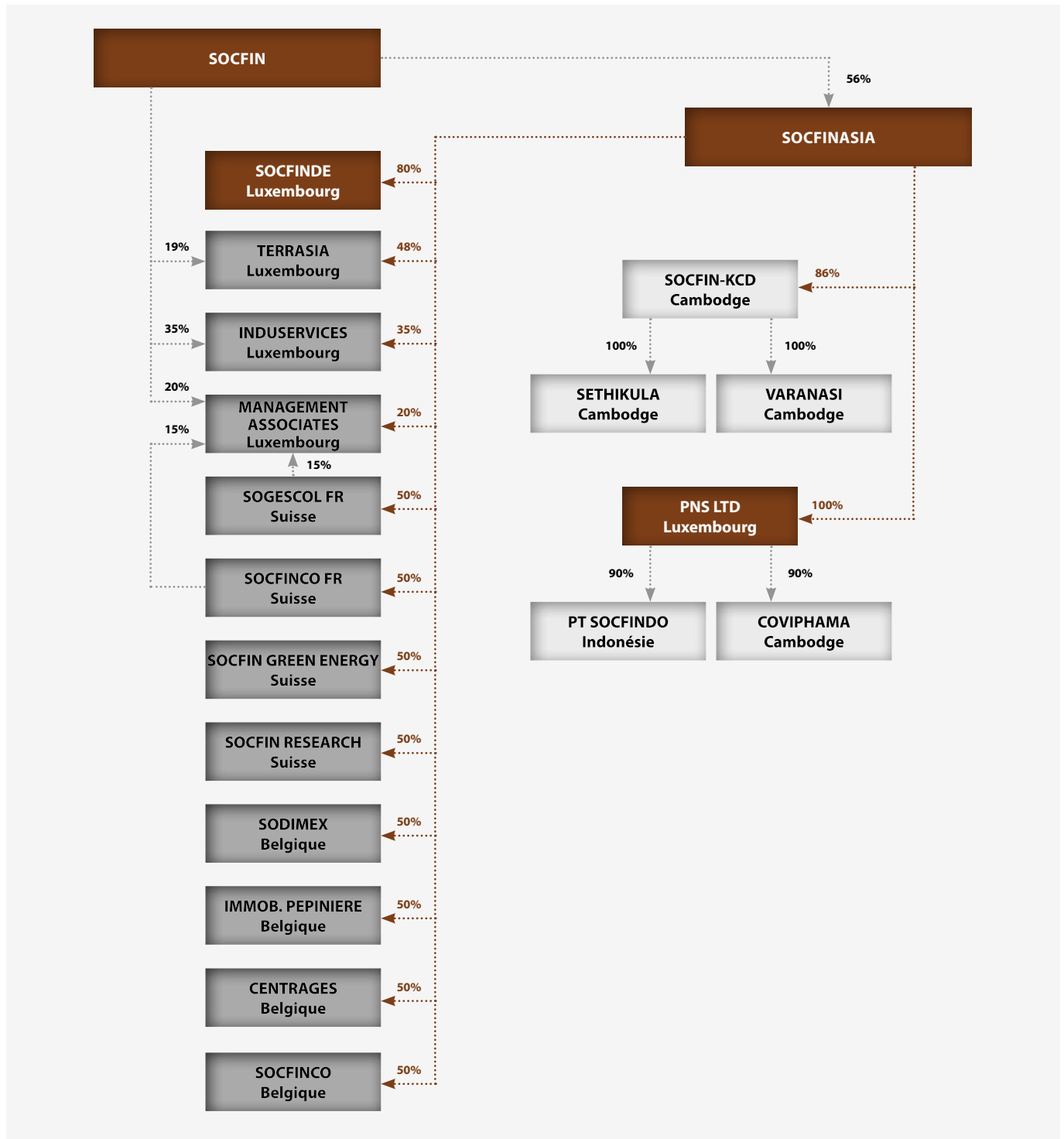
Socfinasia S.A. est une société holding luxembourgeoise, dont le siège social est 4 avenue Guillaume, L1650 Luxembourg. Elle a été constituée le 20 novembre 1972 et est cotée en Bourse de Luxembourg.

L'activité principale de Socfinasia S.A. consiste en la gestion d'un portefeuille de participations axées sur l'exploitation de plus de 54.000 hectares de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas, situées en Asie du Sud-Est. Socfinasia S.A. emploie 11.464 personnes et réalise, en 2014, un chiffre d'affaires consolidé de 163 millions d'euros.

2. Historique

- **20/11/1972** Constitution de Socfinasia S.A. sous la forme d'une holding luxembourgeoise par apport d'actions de PT Socfindo.
- **30/06/1973** Depuis sa constitution, Socfinasia S.A. a investi, entre autres, dans Fininter S.A. (Belgique) et Socfinal (Luxembourg).
- **23/01/1974** Les titres Socfinasia S.A. ont été admis à la cote de la Bourse de Luxembourg.
- **30/06/1975** Le portefeuille affiche de nouveaux investissements : Socfin S.A. (Belgique), Plantations Nord Sumatra S.A. (Belgique) et Selangor Plantations Cy Bhd (Malaysia).
- **30/06/1977** Socfinasia S.A. investit dans Sennah Rubber Cy Ltd, New African Plantations Cy Ltd, la Banque d'Investissements Privés S.A. et Socficom S.A. Elle vend par contre ses participations Socfin S.A. (Belgique) et Socfinal.
- **04/12/1979** Augmentation de capital de PT Socfindo par incorporation de réserves. Attribution gratuite de 1.166 actions PT Atmindo.
- **31/12/1980** Acquisition d'actions Selangor Holding S.A., société luxembourgeoise cotée en Bourse de Luxembourg.
- **24/04/1989** Augmentation de capital de PT Socfindo par incorporation de la réserve de réévaluation d'actifs immobilisés.
- **31/03/1996** Acquisition d'actions Intercultures, société luxembourgeoise cotée en Bourse de Luxembourg.
- **31/03/1997** Dans un premier temps, Socfinasia S.A. a augmenté sa participation dans ses filiales indonésiennes : PT Socfindo et PT Atmindo. Ensuite, Socfinasia S.A. a constitué Plantations Nord Sumatra Limited et y a transféré ses participations indonésiennes.
- **31/03/1999** Souscription à l'augmentation de capital de Intercultures.
- **05/02/2000** OPA/OPE de Selangor Holding S.A. sur Sennah Rubber Cy Ltd qui sera liquidée en août 2000.
- **01/04/2000** Augmentation de capital à 25.062.500 EUR et du pair comptable à 1.002.500 actions.
- **26/06/2000** OPA de Socfinasia S.A. sur les titres Selangor Holding S.A. qui sera liquidée en mai 2001.
- **17/10/2000** Modification de la date de clôture de l'exercice social au 31 décembre.
- **31/12/2001** PNS Ltd a acheté 30% du capital de PT Socfindo à l'état indonésien.
- **31/12/2006** Restructuration des participations du Groupe Socfinal, dont la distribution de titres Intercultures par Socfinasia S.A. (spin-off) et repositionnement des sociétés opérationnelles du Groupe.
- **31/12/2007** Constitution de Socfin-KCD (Cambodge).
- **17/03/2010** Cession de Socfinal Cy Ltd (Kenya).
- **10/01/2011** Assemblée Générale Extraordinaire qui entérine l'abandon du statut de holding 29.
- **01/07/2011** Division des actions par 20.
- **13/08/2013** A travers sa filiale PNS Ltd S.A., Socfinasia S.A. a acquis 90% de Coviphama Co Ltd, une société de droit cambodgien, attributaire d'une nouvelle concession (5.300 ha).

3. Structure du Groupe



Sociétés holding

Sociétés opérationnelles

Plantations

4. Renseignements sur les participations de Socfinasia S.A.

PORTEFEUILLE	Nombre de titres	% direct
Cambodge		
Socfin-KCD Co Ltd	1.726	86,30%
Luxembourg		
PNS Ltd S.A.	27.779.999	99,99%
Socfinde S.A.	199.790	79,92%
Management Associates S.A.	2.000	20,00%
Terrasia S.A.	4.781	47,81%
Induservices S.A.	3.500	35,00%
Belgique		
Centrages S.A.	7.500	50,00%
Immobilière de la Pépinière S.A.	3.333	50,00%
Socfinco S.A.	8.750	50,00%
Gaummes S.A.	17.669	50,00%
Sodimex S.A.	70.000	50,00%
Suisse		
Sogescol FR S.A.	2.650	50,00%
Socfinco FR S.A.	650	50,00%
Socfin Green Energy S.A.	60	50,00%
Socfin Research S.A.	60	50,00%

Les pages qui suivent, contiennent la synthèse de l'activité et les commentaires succincts des données comptables relatives aux deux derniers exercices clôturés des principales sociétés dans lesquelles Socfinasia S.A. détient une participation directe ou indirecte.

Sauf autre indication, les capitaux propres comprennent le capital, les réserves au sens large et le résultat reporté avant répartition bénéficiaire de l'exercice sous revue.

Les données sociales sont mentionnées de préférence aux données consolidées.

Les bilans sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de chacune des sociétés.

Portrait du Groupe

PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO »

PT Socfindo est une société de droit indonésien qui exploite 48.000 hectares de plantations de palmiers à huile et d'hévéas dans le Nord de Sumatra en Indonésie.

Surfaces (ha)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
au 31/12/2014			
Hévéa	7.398	2.050	9.448
Palmier	34.804	3.762	38.566
	42.202	5.812	48.014

Concessions : 49.340 ha

Personnel au 31/12/2014 : 11.352

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2014	2013
Production (tonnes)		
Caoutchouc	12.961	12.719
Huile de palme	207.623	209.832
Semences (milliers)	32.436	32.353
Chiffre d'affaires (000 EUR)	163.596	175.210
Résultat (000 EUR)	55.464	57.604
Prix de vente moyen (EUR/kilo)		
Caoutchouc	1,50	2,02
Huile de palme	0,53	0,59
Semences (EUR/1.000)	670	714
Cours de clôture IDR/EUR	15.133	16.821

Chiffres Clés (en millions de IDR)	2014	2013
Au 31 décembre		
Actifs immobilisés	1.283.257	1.238.884
Actifs circulants	536.187	599.238
Capitaux propres (*)	1.043.488	1.005.216
Dettes, provisions et tiers (*)	775.956	832.906
Résultat de l'exercice	869.955	802.953
Dividende final unitaire brut (en USD)	(**)	600
Acompte sur dividende unitaire brut (USD)	800	700
Participation de PNS Ltd S.A. (en %)	89,98	89,98

(*) Après acompte sur dividende.

(**) Non connu à ce jour.

Portrait du Groupe

PT SOCFIN INDONESIA "SOCFINDO"

STATEMENTS OF FINANCIAL POSITION

December 31, 2014 and 2013

(Expressed in Rupiah, unless otherwise stated)

Exchange rate: EUR 1 = IDR

15.133

16.821

ASSETS	2014	2013
CURRENT ASSETS		
Cash and cash equivalents	221.078.979.919	216.039.513.193
Accounts receivable		
Trade		
Related parties	25.016.043.841	97.137.852.672
Third parties	5.149.298.980	7.889.659.055
Others	5.391.392.008	4.336.414.639
Inventories	153.758.169.481	142.526.615.617
Prepaid tax	53.858.752.934	35.811.091.037
Prepaid expenses and other current assets	1.426.436.179	2.139.245.950
TOTAL CURRENT ASSETS	465.679.073.342	505.880.392.163
NON-CURRENT ASSETS		
Plantations		
Mature plantations	566.183.875.167	534.924.144.715
Immature plantations	245.390.209.943	239.435.061.111
Fixed assets	376.202.602.858	374.962.591.008
Claims for tax refund	70.508.715.003	90.061.720.368
Deferred tax asset	71.541.777.804	63.213.424.225
Advance on purchase of assets	15.295.822.613	15.295.822.613
Software development costs	6.562.284.395	8.671.579.019
Deferred charges	1.972.945.766	2.308.439.508
Others	107.270.420	3.368.452.550
TOTAL NON-CURRENT ASSETS	1.353.765.503.969	1.332.241.235.117
TOTAL ASSETS	1.819.444.577.311	1.838.121.627.280

Portrait du Groupe

LIABILITIES AND EQUITY	2014	2013
LIABILITIES		
CURRENT LIABILITIES		
Payable to suppliers – third parties	19.296.070.825	39.589.522.951
Other payables		
Third parties	16.978.994.486	25.226.593.456
Related parties	14.074.935.184	15.658.763.792
Accrued expenses	252.987.724.541	236.032.434.263
Advances on sales	43.335.624.256	23.816.603.770
Unearned rental	122.964.520	61.770.000
Taxes payable	77.002.505.657	114.514.063.830
Dividends payable	-	54.407.116.400
TOTAL CURRENT LIABILITIES	423.798.819.469	509.306.868.462
NON-CURRENT LIABILITIES		
Long-term unearned rental	880.613.960	91.620.000
Employee benefits liability	351.277.227.000	323.506.830.000
TOTAL NON-CURRENT LIABILITIES	352.157.840.960	323.598.450.000
TOTAL LIABILITIES	775.956.660.429	832.905.318.462
EQUITY		
Share capital		
Series A	2.385.000	2.385.000
Series B	265.000	265.000
Series C	7.947.350.000	7.947.350.000
Series D	34.300.000.000	34.300.000.000
Total share capital	42.250.000.000	42.250.000.000
Additional paid-in capital	3.670.500.000	3.670.500.000
Retained earnings		
Appropriated for general reserve	38.642.843.746	38.642.843.746
Unappropriated	958.924.573.136	920.652.965.072
TOTAL EQUITY	1.043.487.916.882	1.005.216.308.818
TOTAL LIABILITIES AND EQUITY	1.819.444.577.311	1.838.121.627.280

Portrait du Groupe

STATEMENTS OF COMPREHENSIVE INCOME

December 31, 2014 and 2013

(Expressed in Rupiah, unless otherwise stated)

	2014	2013
NET SALES	2.565.995.174.109	2.442.285.691.549
COST OF GOODS SOLD	-977.950.366.578	-958.570.768.866
GROSS PROFIT	1.588.044.807.531	1.483.714.922.683
Selling expenses	-51.961.860.621	-50.119.292.771
General and administrative expenses	-142.866.174.734	-139.760.112.365
Bonus and honorarium (*)	-303.237.042.092	-277.427.460.960
Other operating income	45.769.262.847	33.276.638.488
Other operating expenses	-2.591.972.461	-2.487.587.667
Gain on foreign exchange	2.649.104.665	22.813.278.580
Palm oil seeds destroyed	-	-2.814.867.947
OPERATING INCOME	1.135.806.125.135	1.067.195.518.041
Finance income	18.009.976.850	8.447.147.802
INCOME BEFORE TAX BENEFIT (EXPENSE)	1.153.816.101.985	1.075.642.665.843
TAX BENEFIT (EXPENSE)		
Current	-292.189.217.500	-283.905.731.000
Deferred	8.328.353.579	11.216.582.903
Tax expense	283.860.863.921	-272.689.148.097
NET INCOME	869.955.238.064	802.953.517.746
TOTAL COMPREHENSIVE INCOME	869.955.238.064	802.953.517.746

(*) Ces montants comprennent des tantièmes payés aux administrateurs de PT Socfindo qui sont membres du Conseil d'Administration de Socfinasia S.A. (2014 = IDR 73.916.392.074 et 2013 = IDR 87.099.131.140).

Portrait du Groupe

SOCFIN-KCD Co Ltd

Capital : KHR 145.651.988.000.

Socfin-KCD est une société cambodgienne active dans la production de caoutchouc.

Principales données			
Surfaces (ha)	Surface plantée		
au 31/12/2014	Mature	Immature	Total
Hévéa	0	3.902	3.902
Concessions : 6.659 ha (y compris les concessions des filiales) Personnel permanent au 31/12/2014 : 112			
		2014	2013
Cours de clôture KHR/EUR		4.980	5.543

Chiffres Clés (en millions de KHR)		
Au 31 décembre	2014	2013
Actifs immobilisés	171.803	152.541
Autres actifs	12.232	12.080
Capitaux propres (*)	145.381	145.145
Dettes, provisions et tiers (*)	38.654	19.476
Résultat de l'exercice	236	137
Participation de Socfinasia S.A. (en %)	86,30	86,30

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

COVIPHAMA Co Ltd

Capital : KHR 240.000.000.

Coviphama est une société cambodgienne active dans la production de caoutchouc.

Principales données

Surfaces (ha) au 31/12/2014	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
Hévéa	0	2.570	2.570

Concessions : 5.345 ha

Personnel permanent au 31/12/2014 : 55

		2014	2013
Cours de clôture KHR/EUR		4.980	5.543

Chiffres Clés (en millions de KHR)

Au 31 décembre	2014	2013
Actifs immobilisés	29.158	8.066
Autres actifs	2.107	3.225
Capitaux propres	218	201
Dettes, provisions et tiers	31.047	11.090
Résultat de l'exercice	17	0
Participation de Socfinasia S.A. (en %)	90,00	90,00

Portrait du Groupe

PLANTATION NORD-SUMATRA « PNS » Ltd S.A.

Capital : USD 260.084.774 représenté par 27.780.000 actions.

Le principal actif de PNS Ltd S.A. est sa participation à hauteur de 89,98% dans PT Socfindo.

Chiffres Clés (en milliers de dollars)

Au 31 décembre	2014	2013
Actifs immobilisés	287.171	281.394
Actifs circulants	1.687	5.261
Capitaux propres (*)	288.852	284.664
Dettes, provisions et tiers (*)	6	1.990
Résultat de l'exercice	55.581	58.962
Résultat distribué	51.393	55.601
Participation de Socfinasia S.A. (en %)	99,99	99,99

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOCFINDE S.A.

Capital : EUR 1.250.000 représenté par 250.000 actions sans mention de valeur.

SOCFINDE S.A. est une société holding de financement de droit luxembourgeois.

Le profit de l'exercice clôturé le 31 décembre 2014 s'élève à EUR 108.280. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale de ne pas verser de dividende.

Chiffres Clés (en milliers d'euros)

Au 31 décembre	2014	2013
Actifs immobilisés	1.722	1.722
Autres actifs	12.758	12.473
Capitaux propres	4.313	4.205
Dettes, provisions et tiers	10.167	9.990
Résultat de l'exercice	108	163
Participation de Socfnasia S.A. (en %)	79,92	79,92

Portrait du Groupe

SOGESCOL FR S.A.

Capital : CHF 5.300.000 représenté par 5.300 parts sociales.

SOGESCOL FR est une société suisse qui commercialise du caoutchouc et de l'huile de palme.

L'exercice se clôture le 31 décembre 2014 par un bénéfice de USD 5.873.319. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de USD 6.000.000.

Chiffres Clés (en milliers de USD)

Au 31 décembre	2014	2013
Actifs immobilisés	4.372	922
Autres actifs	29.279	44.407
Capitaux propres (*)	14.993	17.120
Dettes, provisions et tiers (*)	18.658	28.209
Résultat de l'exercice	5.873	8.204
Résultat distribué	8.000	8.530
Dividende unitaire brut (en USD)	1.509	1.609
Participation de Socfinasia S.A. (en %)	50,00	50,00

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOCFINCO FR S.A.

Capital : CHF 1.300.000 représenté par 1.300 parts sociales.

SOCFINCO FR est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles. Les interventions de Socfinco FR couvrent le secteur agro-industriel du palmier à huile et de l'hévéa.

L'exercice clôturé au 31 décembre 2014 présente un résultat positif de EUR 5.848.730. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de EUR 6.000.000.

Chiffres Clés (en milliers de EUR)

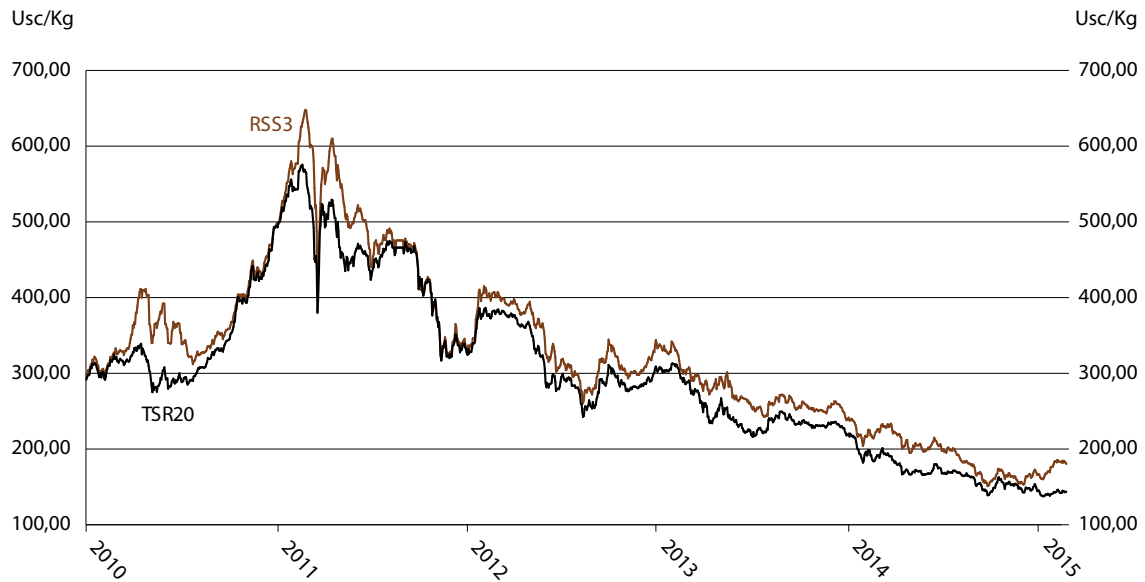
Au 31 décembre	2014	2013
Actifs immobilisés	5.117	1.899
Autres actifs	8.719	12.990
Capitaux propres (*)	12.785	12.936
Dettes, provisions et tiers (*)	1.051	1.953
Ventes et prestations	23.901	24.701
Résultat de l'exercice	5.849	5.893
Résultat distribué	6.000	8.000
Dividende unitaire brut (en EUR)	4.615	6.154
Participation de Socfinasia S.A. (en %)	50,00	50,00

(*) Avant affectation.

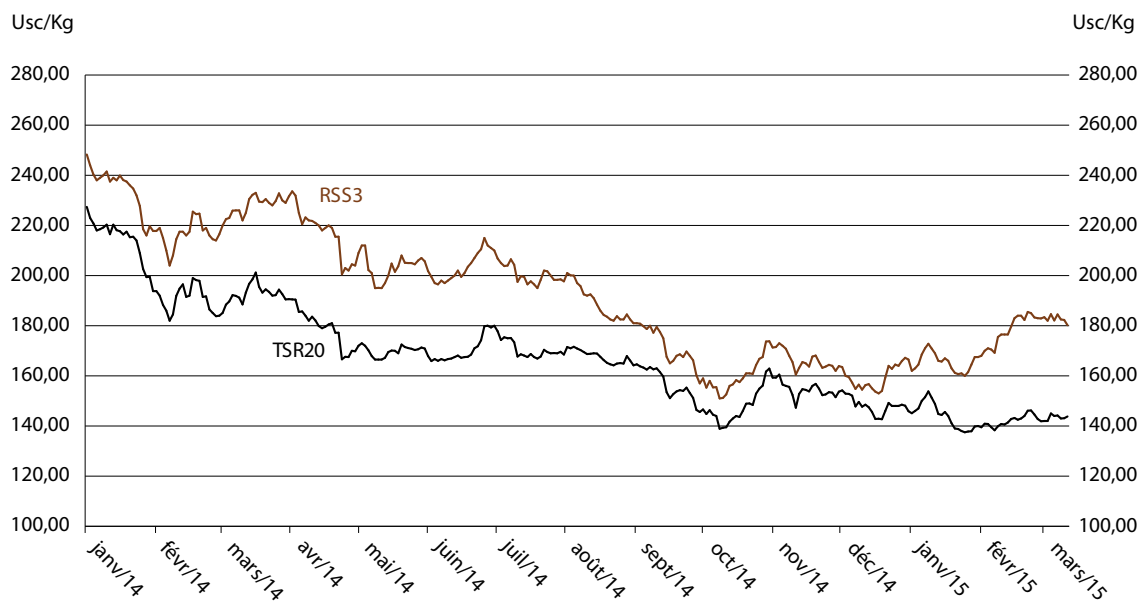
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

1. Caoutchouc

SGX - NATURAL RUBBER - 5 years +



SGX - NATURAL RUBBER - 1 year +



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Le marché international en 2014

La moyenne des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1^{re} position sur SGX) en 2014 est de 1.710 USD/tonne FOB Singapour, en baisse d'environ 32% par rapport à la moyenne des cours en 2013 qui était de 2.517 USD/tonne.

Suite à des niveaux de stocks élevés et dans un contexte d'offre toujours abondante, le marché du caoutchouc naturel a poursuivi sa tendance baissière en 2014. Après avoir démarré l'année à 2.270 USD/tonne, le TSR20 a chuté de façon quasi continue pour atteindre début octobre son plus bas niveau depuis 2009, en dessous des 1.400 USD/tonne.

La forte baisse des cours de ces 3 dernières années s'explique par une surproduction mondiale que la demande n'arrive pas à absorber. Au niveau de l'offre, les arbres plantés dans le milieu des années 2000 principalement en Asie du Sud-Est mais également en Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire) entrent progressivement en pleine production. Au niveau de la consommation et malgré une demande mondiale qui continue de croître, on observe un ralentissement de la croissance de la consommation chinoise (+7,1% en 2014 contre +9,2% en 2013 selon l'IRSG). La Chine

représente près de 40% de la consommation mondiale de caoutchouc naturel.

Malgré la baisse presque continue des prix, les productions de caoutchouc naturel ont continué de fortement progresser ces dernières années. A titre d'exemple, les productions de la Thaïlande, 1^{er} producteur mondial, auraient progressé de près d'un million de tonne entre 2010 et 2013.

La tendance semble cependant s'être inversée en 2014. A la différence des 3 années précédentes où l'offre de caoutchouc naturel croissait plus rapidement que la demande, les bas niveaux de prix de 2014 ont poussé de nombreux planteurs à réduire et/ou arrêter la saignée des arbres. Alors que les analystes tablaient encore il y a quelques mois sur un surplus de production pour l'année écoulée d'environ 300.000 à 400.000 tonnes, les dernières estimations de l'IRSG tablent désormais sur un déficit de production d'environ 45.000 tonnes.

Durant le dernier trimestre, les cours ont évolué aux alentours des 1.400 – 1.500 USD/tonne et ont clôturé au 31 décembre 2014 à 1.522 USD/tonne.

Perspectives du marché international en 2015

En janvier, dans un marché sans direction, les cours du caoutchouc naturel (TSR20 1^{re} position sur SGX) ont repris une tendance baissière pour tester à la fin du mois leur plus bas niveau de 2014, à savoir 1.387 USD/tonne. En février, les cours ont évolué aux alentours de 1.400 USD/tonne.

Prédire la direction que prendront les cours du caoutchouc naturel dans les mois à venir est difficile dans le contexte macro-économique actuel très incertain. Les prix resteront très probablement sous pression en 2015.

Au niveau des fondamentaux, la situation semble s'être améliorée avec un très léger déficit de production en 2014. Il ne faut cependant pas oublier que les stocks mondiaux de caoutchouc naturel ont progressé de plus d'un million de tonnes entre 2012 et 2013 suite aux surplus de production. Selon ses dernières estimations, l'IRSG considère désormais que le surplus de production pour la seule année 2013 a atteint 831.000 tonnes.

Alors que la consommation mondiale de caoutchouc naturel devrait continuer de croître aux alentours des 3% en 2015, l'évolution des productions reste très incertaine et dépendra principalement de l'attractivité des prix pour les planteurs.

D'autres facteurs difficilement maîtrisables influenceront également l'évolution des cours du caoutchouc naturel tels que l'évolution des cours du pétrole, à leur plus bas niveau depuis plus de 5 ans, les politiques interventionnistes des états producteurs, l'évolution des devises, l'évolution de la croissance chinoise, la situation économique de la zone Euro, etc.

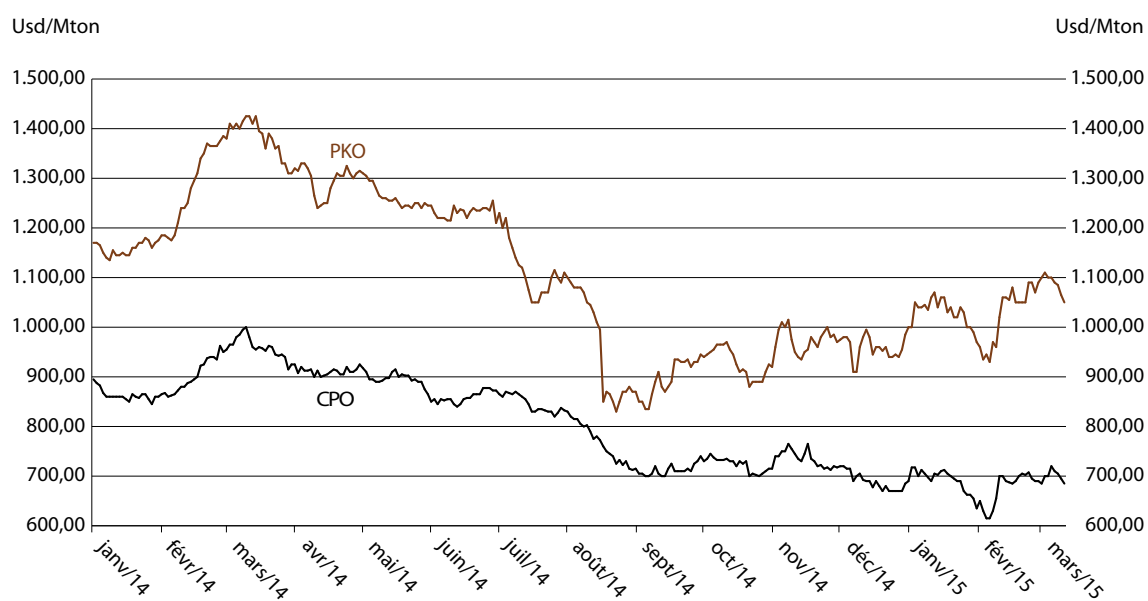
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

2. Huiles végétales

CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 5 years +



CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 1 year +



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Production mondiale d'huile de palme en millions de tonnes

(source : Oil World)

	2015 (*)	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2000	1995
Indonésie	32,4	30,8	28,4	26,9	24,1	22,1	21,0	7,1	4,2
Malaisie	19,4	19,6	19,2	18,8	18,9	17,0	17,6	10,8	7,8
Autres	9,0	8,8	8,6	8,0	7,5	6,8	6,7	4,1	3,2
TOTAL	60,8	59,2	56,2	53,7	50,5	45,9	45,3	22,0	15,2

(*) Estimation

Production des principales huiles en millions de tonnes

(source : Oil World)

	Oct 2014 à sept 2015 (*)	2014	2013	2012	2011	2010	2009
Palme	60,8	59,2	56,2	53,7	50,5	45,9	45,3
Soja	47,1	45,1	42,7	41,8	41,6	40,2	36,1
Colza	26,8	26,9	25,2	24,5	23,7	24,0	21,7
Tournesol	15,4	16,3	14,0	14,8	13,1	12,5	13,0
Coton	4,9	4,9	5,0	5,1	4,9	4,6	4,7
Arachide	3,6	3,9	4,0	4,0	4,1	4,2	4,2
Palmiste	6,7	6,5	6,2	5,9	5,6	5,2	5,2
Coprah	3,1	3,1	3,3	3,2	3,0	3,6	3,3
TOTAL	168,4	165,9	156,6	153,0	146,5	140,2	133,5

(*) Estimation

Le marché international en 2014

La moyenne des cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam en 2014 est de 821 USD/tonne contre 857 USD/tonne en 2013.

En début d'année, les cours de l'huile de palme portés par une baisse de la production et des niveaux de stock relativement bas, ont connu une hausse de plus de 100 USD/tonne vers la fin février, début mars. Dans le même temps, la Malaisie et l'Indonésie subissaient un épisode de forte sécheresse, accentuant l'augmentation des prix. Les cours du CPO CIF Rotterdam atteignaient ainsi les 1.000 USD/tonne à la mi-mars, leur niveau le plus élevé en 2014.

L'euphorie a toutefois été de courte durée puisque certains pays importateurs comme l'Inde, anticipant une hausse des cours, se sont reportés vers d'autres huiles végétales (soja, colza, tournesol,...). Dans le même temps, la production d'huile de palme repartait à la hausse et les cours se dégradaient.

La chute des cours s'est accélérée durant les mois de juillet-août. Après une récolte record de soja en

Amérique du Sud (53 millions de tonnes en Argentine et 86 millions de tonnes au Brésil), la production de soja aux Etats-Unis a elle aussi atteint des rendements exceptionnels avec plus de 108 millions de tonnes de fèves de soja récoltées entre septembre et novembre 2014. Ces productions records sont venues renforcer les craintes d'une offre d'huile végétale trop abondante que la demande ne parviendrait pas à absorber. Par ailleurs, ce surplus d'offre a créé une situation de marché où l'huile de palme est devenue moins compétitive par rapport à l'huile de soja.

Dans le même temps, la baisse spectaculaire des cours du pétrole au second semestre a également fortement pénalisé les cours de l'huile de palme qui a perdu son attractivité pour la fabrication de biodiesel.

Afin d'enrayer la baisse des prix, la Malaisie (en septembre) puis l'Indonésie (en octobre) ont supprimé les taxes à l'export dans le but de relancer les exportations d'huile de palme, mais cette mesure n'a eu que peu d'effet sur les prix.

Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Les rendements d'huile de palme, plus faibles que prévus au 4^{ème} trimestre et les inondations qui ont affecté la Malaisie au mois de décembre, ont entraîné

une légère remontée des cours en fin d'année. Le CPO CIF Rotterdam s'échangeait fin 2014 aux alentours de 700 USD/tonne.

Perspectives du marché international en 2015

Les cours de l'huile de palme, plombés par une demande moribonde et par la chute des cours du pétrole passés sous la barre des 50 dollars le baril, ont continué de se dégrader en janvier pour atteindre leur plus bas niveau depuis 2009 à 615 USD/tonne CIF Rotterdam.

L'annonce début février, d'une augmentation massive des subventions accordées par le gouvernement indonésien pour la fabrication de biodiesel a permis de redresser les cours ces dernières semaines. Toutefois, cette mesure pourrait se révéler très insuffisante dans le contexte actuel d'un pétrole très bon marché.

Par ailleurs, la planète ne manque pas d'huile. Les productions à venir de soja et l'augmentation attendue de la production d'huile de palme dès le 2^{ème} trimestre devraient venir augmenter à nouveau les stocks d'huiles végétales. Il n'est pas certain que la consommation des « gros » pays importateurs (Inde, Chine, Europe) parvienne à absorber ce surplus d'offre.

Environnement et responsabilité sociale

Un rapport détaillé distinct est mis à la disposition des actionnaires sur notre site internet www.socfin.com ou sur simple demande au siège social de la Société.

Chiffres clés

1. Indicateurs d'activités

<i>Superficies (en hectares)</i>		<i>Hévéa</i>	<i>Palmier</i>
Au 31 décembre 2014			
Immatures (par année de planting)			
2014		1.256	1.197
2013		651	1.235
2012		768	1.330
2011		1.869	-
2010		1.768	-
2009		2.210	-
TOTAL		8.522	3.762
Jeunes	(de 6 à 11 ans)	3.195	(de 3 à 7 ans) 5.155
Matures	(de 12 à 22 ans)	4.093	(de 8 à 18 ans) 15.930
Vieux	(plus de 22 ans)	110	(plus de 18 ans) 13.719
TOTAL		15.920	38.566

<i>Superficies (en hectares)</i>	<i>2014</i>	<i>2013</i>	<i>2012</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>
Palmier	38.566	38.485	38.463	38.417	38.350
Hévéa	15.920	15.139	13.650	13.626	12.444
TOTAL	54.486	53.624	52.113	52.043	50.794

<i>Production</i>	<i>2014</i>	<i>2013</i>	<i>2012</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>
Huile de palme (en tonnes)					
Production propre	192.933	191.085	198.948	207.445	201.961
Achats aux tiers	14.690	18.747	21.928	21.841	19.399
Caoutchouc (en tonnes)					
Production propre	12.961	12.762	12.632	11.822	11.144
Semences (en milliers)					
Production propre	32.436	32.353	49.564	37.881	29.963

Chiffres clés

Chiffre d'affaires (en millions d'euros)	2014	2013	2012	2011	2010
Palmier	122,8	128,3	161,1	158,6	141,6
Hévéa	19,8	25,1	32,9	38,1	28,7
Autres produits agricoles	21,0	21,8	36,2	27,4	21,1
Activités commerciales	-	-	-	-	1,2
Autres	-	-	0,1	7,9	7,3
TOTAL	163,6	175,2	230,3	232,0	199,9

Personnel	2014	2013	2012	2011	2010
Effectifs moyens	11.464	11.748	11.986	12.137	12.130

2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	2014	2013	2012	2011	2010
Chiffre d'affaires	164	175	230	232	200
Résultat opérationnel avant variation sur actifs biologiques	63	58	86	109	84
Résultat opérationnel	88	-23	70	318	174
« Part du Groupe » dans le résultat	64	-13	32	216	137
Cash-flow opérationnel	63	57	79	96	84
Cash-flow libre	46	29	66	76	73

Cash-flow libre = Flux de financement après acquisitions et ventes d'actifs.

3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée

(en millions d'euros)	2014	2013	2012	2011	2010
Actifs biologiques	748	639	898	921	668
Autres actifs non-courants	91	88	92	95	90
Actifs courants	122	105	149	181	127
Capitaux propres totaux	732	626	837	899	666
Passifs non-courants	193	164	253	237	171
Passifs courants	37	42	49	64	51

Données boursières

(en euros)	2014	2013	2012	2011	2010
Nombre d'actions	20.050.000	20.050.000	20.050.000	20.050.000	1.002.500
Capitaux propres consolidés « Part du Groupe »	670.251.312	572.361.801	763.997.967	819.223.099	605.539.317
Bénéfice net consolidé par action « Part du Groupe » (*)	3,18	-0,63	1,62	10,75	6,82
Dividende par action (*)	1,00	1,60	3,50	2,50	2,50
Cours de bourse					
minimum (*)	18,10	25,30	24,10	23,76	17,75
maximum (*)	31,50	33,96	34,80	31,50	31,42
clôture (*)	19,38	27,74	29,98	24,10	29,90
Capitalisation boursière	388.468.750	556.187.000	601.099.000	483.205.000	599.495.000
Dividendes distribués/bénéfice net consolidé	31,47%	N.A.	216,05%	23,26%	36,66%
Dividendes/capitalisation boursière	5,16%	5,77%	11,67%	10,37%	8,36%
Cours de bourse/bénéfice par action	6,10	N.A.	18,51	2,24	4,38

(*) Après division des titres par 20.

Faits marquants de l'exercice

Aucun fait marquant n'est à signaler durant l'exercice 2014.

Gouvernance d'entreprise

1. Introduction

Socfinasia S.A. a choisi d'apporter une importance toute particulière aux dix principes de gouvernance d'entreprise de la Bourse de Luxembourg. Elle s'engage à respecter ces principes et à fournir les explications nécessaires à la bonne compréhension du fonctionnement de la Société.

La gouvernance d'entreprise est un ensemble de principes et de règles dont l'objectif principal est de contribuer à la création de valeurs à long terme. Elle permet notamment au Conseil d'Administration de promouvoir les intérêts de la Société et de ses actionnaires, tout en mettant en place des systèmes performants de contrôle, de gestion des risques et de conflits d'intérêts.

2. Conseil d'Administration

Composition du Conseil d'Administration

Nom	Fonction	Première nomination	Echéance du mandat
M. Hubert Fabri	Président	AGO 1980	AGO 2016
M. Vincent Bolloré	Administrateur	AGE 1990	AGO 2020
Bolloré Participations S.A. représentée par M. Cédric de Bailliencourt	Administrateur	AGO 1997	AGO 2019
Administration and Finance Corporation « AFICO » représentée par M. Wolfgang Ullens	Administrateur	AGO 1997	AGO 2020
M. André Balot	Administrateur	AGO 1998	AGO 2015
M. Philippe de Traux	Administrateur	AGO 2008	AGO 2020
M. Luc Boedt	Administrateur	AGO 2008	AGO 2020
M. François Fabri	Administrateur	AGO 2014	AGO 2020

Le mandat de Monsieur André Balot, Administrateur sortant, vient à échéance à l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 2015. Il sera proposé à ladite

Assemblée de procéder au renouvellement de son mandat.

Autres mandats exercés par les mandataires sociaux dans des sociétés cotées

Hubert Fabri

Président

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Palmeraies de Mopoli ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Okomu Oil Palm Company, SAFA Cameroun, Société Industrielle et Financière de l'Artois et Forestière Equatoriale ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Gouvernance d'entreprise

Vincent Bolloré

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président-directeur général de Bolloré ;
- Président du Conseil d'Administration (Direction dissociée) de Financière de l'Odet et de Blue Solutions ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Président et Membre du Conseil de Surveillance de Vivendi ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey et Financière de l'Odet ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'Administration de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, SAFA Cameroun, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge.

Bolloré Participations S.A.

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Membre du Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Tramways de Rouen, Financière de l'Odet, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois, SAFA Cameroun et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Administration and Finance Corporation « AFICO »

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

André Balot

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Socfinasia S.A.

Gouvernance d'entreprise

Philippe de Traux

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur et Secrétaire Général de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Okomu Oil Palm Company, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de la Société Industrielle et Financière de l'Artois ;
- Représentant permanent de Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA » au Conseil de SAFA Cameroun.

Luc Boedt

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A. ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin ».

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de SAFA Cameroun ;
- Administrateur de Okomu Oil Palm Company et Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Représentant permanent de Palmcam au Conseil d'Administration de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

François Fabri

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB ».

Nominations des Administrateurs

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale des actionnaires la nomination des Administrateurs.

En cas de vacance par décès ou suite à une démission d'un ou plusieurs Administrateurs, les Administrateurs

restants procéderont à des cooptations à titre provisoire. Ces cooptations seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires lors de sa prochaine réunion. L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre terminera le mandat de son prédécesseur.

Rôle et compétences du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est l'organe qui est responsable de la gestion de la Société et du contrôle de la gestion journalière. Il agit dans l'intérêt social de la Société.

Le Conseil d'Administration veille à disposer de toutes les ressources financières et humaines et veille à

mettre en place toutes les structures nécessaires pour atteindre ses objectifs et assurer la création de valeur à long terme.

Les statuts de la Société confèrent au Conseil d'Administration le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires à la réalisation de l'objet social.

Rapport d'activité des réunions du Conseil d'Administration

Nombre de réunions annuelles

Au minimum deux pour les évaluations de fin et de mi-exercice. Au cours de l'exercice 2014, le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois.

Points généralement abordés

Situations comptables périodiques ;
Mouvements de portefeuille ;
Inventaire et évaluation du portefeuille ;
Evolution des participations significatives ;
Rapport de gestion ;
Projets d'investissement.

Taux moyen de présence des Administrateurs

- 2014 : 97%
- 2013 : 97%
- 2012 : 100%
- 2011 : 91%
- 2010 : 82%

3. Les Comités du Conseil d'Administration

3.1. Comité d'Audit

Le Comité est composé de trois membres. Le mandat est d'une durée d'un an et se terminera lors de la réunion du Conseil d'Administration statuant sur les comptes 2015. Les membres sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration en sa séance du 25 mars 2015, a renouvelé les mandats de Messieurs Hubert Fabri, Vincent Bolloré et André Balot en tant que membres du Comité d'Audit.

Le Comité d'Audit assistera le Conseil d'Administration dans sa fonction de surveillance et se prononcera sur les sujets relatifs aux informations financières destinées aux actionnaires et aux tiers, au processus d'audit, à l'analyse des risques et à leur contrôle.

Le Comité d'Audit se réunira au moins deux fois par an.

3.2. Comité de Nomination et de Rémunération

Les rémunérations de la Direction opérationnelle de Socfinasia S.A. sont fixées par les actionnaires de référence. Le Conseil d'Administration ne juge pas nécessaire la constitution d'un Comité de Rémunération.

De même, pour des raisons pragmatiques et en raison de la taille de la Société, le Conseil d'Administration a choisi de ne pas constituer de Comité de Nomination.

Gouvernance d'entreprise

4. Rémunérations

Le montant de la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration de Socfinasia S.A. au titre de l'exercice 2014 s'élève à EUR 7.863.099 et pour l'exercice 2013 à EUR 12.621.406.

Les Administrateurs de Socfinasia S.A. n'ont bénéficié d'aucun autre paiement en actions, stock-options.

5. Notification de l'actionariat

Actionnaire	Nombre de titres détenus = Nombre de droits de vote (*)	Pourcentage détenu	Date de la notification
Socfin L-1650 Luxembourg	531.307	53	15/04/2008
Bolloré Participations S.A. F-29500 Ergué Gaberic	10	0,001	10/03/2008
Bolloré F-29500 Ergué Gaberic	167.905	16,75	10/03/2008
Compagnie du Cambodge F-92800 Puteaux	50.125	5,00	10/03/2008
Total Bolloré Participations direct et indirect	218.040	21,75	

(*) Toutes les notifications déposées avant le 1^{er} juillet 2011, date effective de la division des actions par 20, se rapportent à l'ancien nombre d'actions et à l'ancien nombre de droits de vote, c'est-à-dire à 1.002.500.

6. Calendrier financier

27 mai 2015	Assemblée Générale Ordinaire à 11h
08 juin 2015	Détachement du coupon n° 68
10 juin 2015	Paiement du solde de dividende de l'exercice 2014 (coupon n° 68)
Fin août 2015	Résultats semestriels consolidés au 30 juin 2015
Fin septembre 2015	Résultats semestriels sociaux au 30 juin 2015
Mi-novembre 2014	Déclaration intermédiaire de la Direction du 3 ^{ème} trimestre 2015
Fin mars 2016	Résultats annuels sociaux au 31 décembre 2015
Mi-avril 2016	Résultats annuels consolidés au 31 décembre 2015
Mi-mai 2016	Déclaration intermédiaire de la Direction du 1 ^{er} trimestre 2016
01 juin 2016	Assemblée Générale Ordinaire à 11h.

Les résultats de la Société sont communiqués sur le site de la Bourse de Luxembourg www.bourse.lu dans la rubrique « OAM » et sur le site de la Société www.socfin.com.

7. Audit externe

Réviseur d'Entreprises agréé

Compagnie Luxembourgeoise d'Expertise et de Révision
Comptable « CLERC »
1 rue Pletzer
L-8080 Bertrange.

En 2014, les honoraires d'audit s'élèvent à EUR 61.653
TVAC.

8. Autres informations

En application de l'article 16 de la loi du 16 mai 2006 relative aux abus de marché, une liste d'initiés a été dressée et est tenue continuellement à jour. Les

personnes concernées ont été informées de leur inscription sur cette liste.

Déclaration de conformité

M. Philippe de Traux, Administrateur et M. Daniel Haas, Directeur Comptable, indiquent que, à leur connaissance,

- (a) les états financiers établis conformément au corps de normes comptables applicable donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et
- (b) que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution et les résultats de la Société, la situation de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

Rapport de gestion sur les états financiers consolidés présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 27 mai 2015

Mesdames, Messieurs,

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2014 intègrent aux comptes annuels de Socfinasia S.A. toutes les filiales et sociétés associées directes et indirectes, dont le détail est donné dans la note 2 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe, relative aux méthodes comptables, les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Socfinasia S.A. (le Groupe) a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et toutes les normes applicables au 31 décembre 2014 et concernant le Groupe ont été mises en œuvre.

L'impact principal des normes IFRS résulte de l'application conjointe des normes IAS 41 et IFRS 13 ayant trait à l'agriculture et plus précisément à la valorisation à la juste valeur des actifs biologiques. Des explications plus complètes sur les modalités d'application de ces normes au sein du Groupe sont reprises à la rubrique 1.11 de la note 1. D'autre part, comme indiqué à la rubrique 1.22 de cette même note, les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs éventuellement revalorisés par application des IFRS et leurs bases fiscales ont donné lieu à la constatation d'impôts différés en utilisant les taux d'impôts adoptés par les filiales concernées à la date de clôture. Il est à souligner que la variation de l'évaluation de l'actif biologique (note 7), ainsi que les impôts différés y relatifs sont comptabilisés en compte de résultat et peuvent de ce fait influencer de manière significative le résultat consolidé du Groupe.

Résultats consolidés

Pour l'exercice 2014, le résultat consolidé « Part du Groupe » s'inscrit à 63,7 millions d'euros contre -12,6 millions d'euros en 2013. Il en résulte un bénéfice net par action « Part du Groupe » de 3,18 euros contre une perte nette de 0,63 euro en 2013.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 163,6 millions d'euros en 2014 contre 175,2 millions d'euros en 2013 (-11,6 millions d'euros). Cette variation du chiffre

d'affaires résulte notamment de l'augmentation des prix (+14,5 millions d'euros), de la diminution des quantités vendues (-5,7 millions d'euros) et des variations de l'IDR par rapport à l'euro (-21,3 millions d'euros).

Le résultat opérationnel s'inscrit à 87,6 millions d'euros contre -22,6 millions d'euros en 2013.

Il est largement influencé par la variation de la juste valeur des actifs biologiques. Cette variation de la juste valeur s'élève à 24,7 millions d'euros contre -80,6 millions d'euros au 31 décembre 2013. Cette variation de la juste valeur est due notamment à la hausse des marges sur cinq ans (+36,7 millions d'euros) et aux dépenses d'investissement des immatures (-11,7 millions d'euros).

Conformément aux IFRS et en l'absence de marché liquide, l'évaluation à la juste valeur des actifs biologiques fait appel à la méthode des cash-flows actualisés. Dans ce modèle, certaines hypothèses sont basées sur des appréciations qui induisent une grande volatilité de la juste valeur. Il en est ainsi tant pour les prix de vente de la production agricole sur les marchés locaux et internationaux que pour les taux d'actualisation.

Le résultat opérationnel avant variation de la juste valeur des actifs biologiques s'élève à 62,9 millions d'euros contre 57,9 millions d'euros au 31 décembre 2013. Ce résultat donne une meilleure image du résultat opérationnel récurrent du Groupe.

Les charges financières s'établissent à 2,7 millions d'euros contre 2,4 millions d'euros au 31 décembre 2013. Les autres produits financiers sont en hausse à 5,2 millions d'euros contre 4,2 millions d'euros au 31 décembre 2013.

La charge d'impôts est en baisse. Les impôts sur le résultat s'élèvent à 18,9 millions d'euros contre 20,5 millions d'euros en 2013.

Les impôts différés, quant à eux, s'élèvent à 6,3 millions d'euros alors qu'un produit d'impôts différés de 20,8 millions d'euros avait été constaté en 2013. Ce poste est notablement influencé par la valorisation à la juste valeur des actifs biologiques et de la production agricole.

Rapport de gestion consolidé

Etat de la situation financière consolidée

Les actifs de Socfinasia S.A. se composent :

- d'actifs non-courants à hauteur de 839 millions d'euros contre 727 millions d'euros au 31 décembre 2013, soit une augmentation de 112 millions ;
- d'actifs courants qui s'élèvent à 122,2 millions d'euros contre 104,5 millions d'euros au 31 décembre 2013 (augmentation de la trésorerie).

Les capitaux propres « Part du Groupe » s'élèvent à 670,3 millions d'euros contre 572,4 millions d'euros en 2013. Cette hausse des fonds propres de 97,9 millions d'euros provient, pour l'essentiel, du résultat de l'exercice (+63,7 millions d'euros), de l'affectation des résultats (-22,1 millions d'euros, solde 2013 et acompte 2014 inclus) et de la variation de la réserve pour écart de conversion (+56,6 millions d'euros).

Sur base des capitaux propres consolidés, il ressort une valeur nette par action « Part du Groupe » (avant distribution du solde du dividende) de 33,43 euros contre 28,55 euros un an plus tôt. Au 31 décembre 2014, le cours de bourse s'élève quant à lui à 19,38 euros.

Les passifs courants et non-courants sont en hausse à 229,6 millions d'euros contre 205,7 millions d'euros un an plus tôt. Les passifs d'impôts différés s'inscrivent en hausse et s'élèvent à 163,5 millions d'euros contre 141,8 millions d'euros en 2013 tandis que les passifs d'impôts exigibles sont en baisse et s'élèvent à 5,8 millions d'euros contre 7,7 millions d'euros en 2013.

Flux de trésorerie consolidés

Au 31 décembre 2014, la trésorerie nette s'élève à 78,1 millions d'euros en hausse de 20,5 millions d'euros sur l'exercice (contre une baisse de 33,9 millions d'euros au cours de l'exercice antérieur).

Le flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles s'est élevé à 63,5 millions d'euros durant l'exercice 2014 (+57 millions d'euros en 2013) et la capacité d'autofinancement à 82,7 millions d'euros contre 79 millions d'euros lors de l'exercice précédent.

Les opérations d'investissement ont mobilisé 17,5 millions d'euros (contre 27,7 millions d'euros en 2013) et les opérations de financement 27,1 millions d'euros (contre 55,6 millions d'euros en 2013), dont 27,4 millions d'euros de dividendes (56 millions d'euros en 2013).

PERSPECTIVES 2015

Les résultats pour le prochain exercice dépendront dans une large mesure de facteurs externes au management du Groupe, à savoir les conditions politico-économiques dans les pays où sont établies les filiales, l'évolution du prix du caoutchouc, de l'huile de palme et l'évolution des cours de la roupie indonésienne et du dollar US, par rapport à l'euro. De son côté, le Groupe poursuit sa politique de maintien des prix de revient au plus bas et d'amélioration de ses capacités de production.

ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ECONOMIQUE

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Asie du Sud-Est. Etant donné l'instabilité économique et politique dans certains de ces pays, ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux changements politiques et économiques.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

Aucun évènement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Le Conseil d'Administration implémente les règles de gouvernance d'entreprise applicables au Grand-Duché de Luxembourg dans la structure et les rapports financiers du Groupe.

Le Conseil d'Administration

Aux Actionnaires de
SOCFINASIA S.A.
4, Avenue Guillaume
L-1650 Luxembourg

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Rapport sur les états financiers consolidés

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 28 mai 2014, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de SOCFINASIA S.A., comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2014 ainsi que le compte de résultat consolidé, l'état du résultat étendu consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidés et le tableau de variation des capitaux propres consolidés pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives présentés dans ce rapport annuel aux pages 38 à 94.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour l'établissement et la présentation des états financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière consolidée de SOCFINASIA S.A. au 31 décembre 2014, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 34. Le périmètre de consolidation comprend des participations dont les sociétés opérationnelles sont situées dans divers pays d'Asie du Sud-Est et présentent un risque en terme d'exposition aux fluctuations politiques et économiques. Par ailleurs, nous attirons l'attention sur les notes 1.11 et 1.26 concernant l'évaluation des actifs biologiques. Du fait de l'incertitude inhérente à la méthode d'évaluation de ces derniers à la juste valeur en raison de la volatilité des prix et en l'absence de marché liquide, la valeur comptable des actifs biologiques et de la production agricole pourrait différer de leur valeur de réalisation.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion consolidé présenté dans ce rapport annuel aux pages 34 à 35, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les états financiers consolidés.

Bertrange, le 2 Avril 2015

CLERC

Cabinet de révision agréé

Jean-Jacques Soisson

Etats financiers consolidés

1. Etat de la situation financière consolidée

		2014	2013 (*)
<i>ACTIFS</i>	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Actifs non-courants			
Ecart d'acquisition	4	9.838.190	9.838.190
Immobilisations incorporelles	5	433.992	523.198
Immobilisations corporelles	6	42.534.179	39.245.374
Actifs biologiques	7	748.163.946	638.889.351
Participations dans des entreprises associées	9	23.117.700	23.494.168
Titres disponibles à la vente	10	2.190.695	2.300.101
Avances à long terme		426.208	424.600
Autres actifs non-courants		12.250.000	12.250.000
		838.954.910	726.964.982
Actifs courants			
Stocks	12	30.602.176	26.554.607
Créances commerciales	13	10.320.303	14.336.677
Autres créances	14	3.000.747	5.962.688
Actifs d'impôts exigibles	15	200.660	170.028
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16	78.075.807	57.542.298
		122.199.693	104.566.298
TOTAL ACTIFS		961.154.603	831.531.280

(*) En 2013, une avance versée a été reclassée du poste « Avances à long terme » vers les immobilisations corporelles sous le poste « Avances et acomptes ».

Etats financiers consolidés

		2014	2013
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	Note	EUR	EUR
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère			
Capital souscrit	17	25.062.500	25.062.500
Réserve légale	18	2.506.250	2.506.250
Réserves consolidées		656.889.090	692.522.465
Ecart de conversion		-77.910.017	-135.106.080
Résultat de l'exercice		63.703.489	-12.623.334
		670.251.312	572.361.801
Participations ne donnant pas le contrôle		61.288.473	53.511.384
Capitaux propres totaux		731.539.785	625.873.185
Passifs non-courants			
Passifs d'impôts différés	11	163.523.697	141.760.148
Provisions non-courantes relatives aux avantages du personnel	19	29.586.593	22.566.058
		193.110.290	164.326.206
Passifs courants			
Dettes commerciales		4.718.621	5.762.340
Passifs d'impôts exigibles	15	5.836.944	7.701.186
Provisions		46.334	41.632
Autres dettes	20	25.902.629	27.826.731
		36.504.528	41.331.889
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		961.154.603	831.531.280

Etats financiers consolidés

2. Compte de résultat consolidé

		2014	2013
	Note	EUR	EUR
Produits des activités ordinaires	32	163.607.852	175.209.576
Production immobilisée		7.178.700	4.940.654
Variation de stocks des produits finis et des travaux en cours		2.530.544	-1.141.421
Autres produits opérationnels		3.059.847	2.049.136
Matières premières et consommables utilisés		-10.791.595	-13.994.335
Autres charges externes		-30.977.434	-32.253.195
Frais de personnel	22	-33.803.950	-36.141.800
Dotations aux amortissements	23	-6.904.743	-7.710.040
Autres charges opérationnelles		-30.982.645	-33.016.942
Résultat opérationnel avant variation sur actifs biologiques		62.916.576	57.941.633
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	7	24.690.465	-80.554.657
Résultat opérationnel		87.607.041	-22.613.024
Autres produits financiers	25	5.192.297	4.277.554
Plus-values sur cessions d'actifs		1.458	401.043
Moins-values sur cessions d'actifs		-177.353	-17.396
Charges financières	26	-2.665.064	-2.420.153
Résultat avant impôts		89.958.379	-20.371.976
Charge d'impôts sur le résultat	27	-18.893.010	-20.530.551
Charge d'impôts différés	27	-6.349.867	20.817.017
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	9	6.346.594	7.049.613
Résultat net de l'exercice		71.062.096	-13.035.897
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		7.358.607	-412.563
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère		63.703.489	-12.623.334
Résultat net par action non dilué	28	3,18	-0,63
Nombre d'actions Socfinasia S.A.		20.050.000	20.050.000
Résultat net par action non dilué		3,18	-0,63
Résultat net par action dilué		3,18	-0,63

3. Etat du résultat étendu consolidé

		2014	2013
	Note	EUR	EUR
Résultat net de l'exercice		71.062.096	-13.035.897
Autres éléments du résultat étendu			
Pertes et gains actuariels	19	-2.289.311	5.262.988
Impôts sur les pertes et gains actuariels		572.328	-1.315.747
<i>Sous-total des éléments ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat</i>		<i>-1.716.983</i>	<i>3.947.241</i>
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées, avant impôts	10	-109.406	530.594
Impôts sur la variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées		22.976	-111.425
Variation de l'écart de conversion des entités contrôlées		61.755.188	-160.776.410
Quote-part des autres éléments du résultat étendu des entreprises associées		515.227	-265.039
<i>Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat</i>		<i>62.183.985</i>	<i>-160.622.280</i>
Total des autres éléments du résultat étendu		60.467.002	-156.675.039
Résultat étendu		131.529.098	-169.710.936
Résultat étendu attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		12.328.549	-14.825.416
Résultat étendu attribuable aux propriétaires de la société mère		119.200.549	-154.885.520

Etats financiers consolidés

4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

		2014	2013
	Note	EUR	EUR
Activités opérationnelles			
Résultat net après impôts attribuable aux propriétaires de la société mère		63.703.489	-12.623.334
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		7.358.607	-412.563
Part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	9	-6.346.594	-7.049.613
Dividendes des entreprises associées	9	7.359.544	8.291.213
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	7	-24.690.465	80.554.657
Juste valeur de la production agricole	12	-320.485	2.731.804
Autres retraitements sans incidence sur la trésorerie (IFRS et autres)		1.243.659	-1.623.209
Dotations et reprises aux amortissements et provisions		8.971.141	9.807.142
Plus et moins-values sur cessions d'actifs		175.895	-383.647
Charge d'impôts	27	25.242.877	-286.466
Capacité d'autofinancement		82.697.668	79.005.984
Intérêts payés - reçus			
Impôts payés		-18.893.010	-20.530.551
Variation de stocks		-726.898	2.719.391
Variation de créances commerciales et autres débiteurs		8.163.108	-7.267.843
Variation de dettes commerciales et autres créditeurs		-9.969.027	4.791.894
Comptes de régularisation		2.520.329	-1.331.040
Variation du besoin en fonds de roulement		-12.488	-1.087.598
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		63.481.698	57.029.593
Activités d'investissement			
Acquisitions/cessions d'immobilisations incorporelles		-4.192	-302.722
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-17.739.730	-16.011.806
Cessions d'immobilisations corporelles		189.485	710.153
Acquisitions/cessions d'immobilisations financières		19.190	1.248.246
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie	3	0	-13.345.447
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		-17.535.247	-27.701.576
Activités de financement			
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère		-22.055.000	-50.125.000
Dividendes versés à des participations ne donnant pas le contrôle		-5.302.814	-5.804.042
Intérêts payés - reçus		310.472	358.242
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		-27.047.342	-55.570.800
Incidence des écarts de conversion		1.634.400	-4.457.594
Sorties de périmètre		0	-3.233.190
Variation nette de trésorerie		20.533.509	-33.933.567
Trésorerie au 1 ^{er} janvier	16	57.542.298	91.475.865
Trésorerie au 31 décembre	16	78.075.807	57.542.298
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		20.533.509	-33.933.567

Etats financiers consolidés

5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

EUR	Capital souscrit	Réserve légale	Ecarts de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL
Situation au 31 décembre 2012	25.062.500	2.506.250	10.996.235	725.432.982	763.997.967	73.466.012	837.463.979
Conversion de passifs non monétaires au taux de clôture (consécutif à l'abandon de la devise fonctionnelle)				13.949.601	13.949.601	1.549.956	15.499.557
Situation au 1^{er} janvier 2013	25.062.500	2.506.250	10.996.235	739.382.583	777.947.568	75.015.968	852.963.536
Résultat de l'exercice				-12.623.334	-12.623.334	-412.563	-13.035.897
Pertes et gains actuariels				3.552.517	3.552.517	394.724	3.947.241
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente				334.983	334.983	84.186	419.169
Ecarts de conversion des entités contrôlées			-145.884.647	0	-145.884.647	-14.891.763	-160.776.410
Variation du résultat étendu des entreprises associées			-217.668	-47.371	-265.039	0	-265.039
Résultat étendu			-146.102.315	-8.783.205	-154.885.520	-14.825.416	-169.710.936
Dividendes				-30.075.000	-30.075.000	-5.804.042	-35.879.042
Acomptes sur dividendes				-20.050.000	-20.050.000	0	-20.050.000
Autres variations				-575.247	-575.247	-875.126	-1.450.373
Transactions avec les actionnaires				-50.700.247	-50.700.247	-6.679.168	-57.379.415
Situation au 31 décembre 2013	25.062.500	2.506.250	-135.106.080	679.899.131	572.361.801	53.511.384	625.873.185
Situation au 1^{er} janvier 2014	25.062.500	2.506.250	-135.106.080	679.899.131	572.361.801	53.511.384	625.873.185
Résultat de l'exercice				63.703.489	63.703.489	7.358.607	71.062.096
Pertes et gains actuariels				-1.545.285	-1.545.285	-171.698	-1.716.983
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente				-69.071	-69.071	-17.359	-86.430
Ecarts de conversion des entités contrôlées			56.596.189	0	56.596.189	5.158.999	61.755.188
Variation du résultat étendu des entreprises associées			599.874	-84.647	515.227	0	515.227
Résultat étendu			57.196.063	62.004.486	119.200.549	12.328.549	131.529.098
Dividendes				-12.030.000	-12.030.000	-5.252.861	-17.282.861
Acomptes sur dividendes				-10.025.000	-10.025.000	0	-10.025.000
Autres variations				743.962	743.962	701.401	1.445.363
Transactions avec les actionnaires				-21.311.038	-21.311.038	-4.551.460	-25.862.498
Situation au 31 décembre 2014	25.062.500	2.506.250	-77.910.017	720.592.579	670.251.312	61.288.473	731.539.785

	2014	2013
Dividendes et acomptes sur dividendes distribués sur la période	22.055.000	50.125.000
Nombre d'actions	20.050.000	20.050.000
Dividende par action distribué sur la période	1,10	2,50

6. Annexe aux états financiers consolidés

Note 1. Généralités et méthodes comptables

1.1. Généralités

Socfinasia S.A. (« la Société ») a été constituée le 20 novembre 1972. Son objet social la qualifie comme soparfi depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 janvier 2011. Le siège social est établi 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

L'activité principale de la Société et de ses filiales (« Groupe ») consiste en la gestion d'un portefeuille de participations axées sur l'exploitation de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas, principalement situées en Asie du Sud-Est.

Socfinasia S.A. est contrôlée par Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin » qui est le plus grand ensemble qui consolide. Le siège social de cette dernière société est également situé à Luxembourg.

La Société est cotée à la Bourse de Luxembourg et est inscrite au registre du commerce sous le n° B 10534.

1.2. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

En date du 2 avril 2015, le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés.

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2014 sont entrés en vigueur :

- La version révisée d'IAS 27 qui s'intitule dorénavant « Etats financiers individuels », applicable au 1^{er} janvier 2013 (*). La nouvelle version d'IAS 27 se limite dorénavant à la comptabilisation des participations dans des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans les états financiers individuels. Les principes énoncés dans la norme IAS 27 actuelle pour les états financiers individuels demeurent inchangés dans la version révisée d'IAS 27. Le Groupe n'est pas concerné par cette norme.
- La version révisée d'IAS 28 qui s'intitule dorénavant « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises », applicable au 1^{er} janvier 2013 (*). IAS 28 est modifiée pour être conforme aux modifications apportées suite à la publication d'IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12. Elle définit la comptabilisation des participations dans les entreprises associées et expose les exigences lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence pour la comptabilisation des participations dans les entreprises associées et coentreprises.
- La norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés », applicable au 1^{er} janvier 2013 (*). Cette nouvelle norme reprend les principes concernant la consolidation, elle annule et remplace la section sur les états financiers consolidés de la norme IAS 27 actuelle. L'interprétation SIC 12 « Consolidation - entités ad hoc » est également supprimée et est intégrée dans IFRS 10. IFRS 10 définit le contrôle sur base de trois éléments : le pouvoir détenu sur l'entité, l'exposition ou le droit à des rendements et la capacité d'influencer sur ces rendements à travers le pouvoir exercé sur l'entité.
- La norme IFRS 11 « Partenariats », applicable au 1^{er} janvier 2013 (*). La norme annule et remplace IAS 31 « Participations dans des coentreprises » et SIC 13 « Entités contrôlées conjointement - apports non monétaires par des coentrepreneurs ».
- La norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », applicable au 1^{er} janvier 2013 (*). Cette norme intègre les informations à fournir relatives aux participations dans des filiales, aux partenariats, dans des entreprises associées et dans des entités structurées non consolidées.
- Les amendements sur les dispositions transitoires des normes IFRS 10, 11 et 12, applicables au 1^{er} janvier 2013 (*). Ces amendements apportent des clarifications aux dispositions transitoires de la norme IFRS 10 et fournissent des allègements sur les informations comparatives à présenter.
- Les amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 « Entités d'investissement », applicables au 1^{er} janvier 2014. Une entité d'investissement est exemptée de consolider ses filiales et doit comptabiliser ses placements à la juste valeur par le résultat selon IFRS 9 « Instruments financiers ». Le Groupe ne fait

Etats financiers consolidés

pas partie de cette catégorie particulière d'entreprise et n'est donc pas concerné par ces amendements.

- Les amendements à IAS 32 « Instruments financiers : compensation des actifs et passifs financiers », applicables au 1^{er} janvier 2014. Les amendements clarifient d'une part, la signification de « doit posséder un droit juridique exécutoire de compensation des montants comptabilisés » (Application guidance - AG 38 modifiée) et d'autre part, que certains systèmes de compensation globaux peuvent être considérés équivalents à un règlement sur la base du montant net.
- Les amendements à IAS 36 « Dépréciation des actifs : informations sur la valeur recouvrable des actifs non financiers », applicables au 1^{er} janvier 2014. L'objectif de ces amendements est de clarifier le champ d'application des informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers.
- Les amendements d'IAS 39 et d'IFRS 9 : « Instruments financiers : novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture », applicables au 1^{er} janvier 2014. Ces amendements permettent par exception la poursuite de la comptabilité de couverture dans la situation où un dérivé, qui a été désigné comme instrument de couverture, fait l'objet d'un transfert par novation d'une contrepartie vers une contrepartie centrale en conséquence de dispositions législatives ou réglementaires.

(*) Au niveau européen, ces textes devaient être appliqués simultanément au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. Le Groupe a appliqué ces normes de façon rétrospective conformément aux dispositions transitoires, elles n'ont pas affecté de manière significative les comptes consolidés du Groupe. L'application d'IFRS 12 impacte les informations requises dans les annexes.

L'application des autres amendements n'a pas eu d'incidence pour le Groupe.

Socfinasia S.A. a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et n'a pas anticipé l'application des normes et interprétations effectives après le 31 décembre 2014 et publiées avant l'autorisation de publication des états financiers consolidés :

- L'interprétation IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique », applicable au 1^{er} janvier 2014 (*) et relative à la date de comptabilisation des taxes prélevées par une autorité publique dans les états financiers de l'entité qui paie ces taxes.

- L'amendement à IAS 19 « Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel », applicable au 1^{er} juillet 2014 (**). Cet amendement vise à simplifier la comptabilisation des cotisations qui ne sont pas liées au nombre d'années de services.
- Les amendements résultant des processus d'améliorations annuelles des IFRS pour les cycles 2010-2012 et 2011-2013, applicables au 1^{er} juillet 2014 (**).
- Les amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers : initiative - informations à fournir à fournir », applicables au 1^{er} janvier 2016.
- Les amendements à IAS 16 et à IAS 38 intitulés « Clarification sur les modes d'amortissement acceptables », applicables au 1^{er} janvier 2016.
- Les amendements à IAS 16 et à IAS 41 « Agriculture : actifs biologiques producteurs », applicables au 1^{er} janvier 2016. Ces amendements visent à inclure les actifs biologiques producteurs tels que les hévéas et les palmiers à huile dans le champ d'application d'IAS 16 au lieu de IAS 41 et permettent de les évaluer selon le modèle du coût ou selon le modèle de la réévaluation (**).
- Les amendements à IAS 27 « La mise en équivalence dans les états financiers individuels », applicables au 1^{er} janvier 2016 vont permettre aux entités d'utiliser la méthode de la mise en équivalence telle que décrite par IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et coentreprises » pour comptabiliser dans leurs états financiers individuels leurs participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées. Le Groupe n'est pas concerné par ces amendements.
- Les amendements à IFRS 10 et IAS 28 « Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise », applicables au 1^{er} janvier 2016.
- Les amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 « Entités d'investissement : application de l'exemption de consolidation », applicables au 1^{er} janvier 2016. Le Groupe ne fait pas partie de cette catégorie particulière d'entreprise et n'est donc pas concerné par ces amendements.
- Les amendements à IFRS 11 « Partenariats : comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune », applicables au 1^{er} janvier 2016. L'objectif des modifications est d'ajouter de nouvelles directives dans l'IFRS 11 sur la comptabilisation de l'acquisition d'intérêts dans une entreprise commune dans laquelle l'activité de l'entreprise commune constitue une entreprise, comme le définit l'IFRS 3.
- La norme IFRS 14 « Comptes de report réglementaires », applicable au 1^{er} janvier 2016. Le Groupe n'est pas

Etats financiers consolidés

concerné par cette norme qui est destinée aux premiers adoptants des normes IFRS qui sont soumis à la réglementation des tarifs.

- Les amendements résultant des améliorations annuelles des IFRS pour le cycle 2012-2014, applicables au 1^{er} janvier 2016.
- La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients », applicable au 1^{er} janvier 2017. La nouvelle norme énonce un modèle global unique pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Elle remplace les normes actuelles sur la comptabilisation des produits, notamment IAS 18, IAS 11, IFRIC 13, IFRIC 15, IFRIC 18 et SIC 31.
- La norme IFRS 9 « Instruments financiers », applicable au 1^{er} janvier 2018. Cette norme porte sur la classification et l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers, les dépréciations, la comptabilité de couverture et vise à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

(*) Au niveau européen, IFRIC 21 doit être appliquée au plus tard à la date d'ouverture du premier exercice commençant le 17 juin 2014 ou après cette date.

(**) Au niveau européen, ces amendements doivent être appliqués au plus tard à la date d'ouverture du premier exercice commençant le 1^{er} février 2015 ou après cette date.

(***) A ce jour, ce texte n'est pas approuvé au niveau européen. Une application anticipée de cette norme pourrait être envisagée.

Certaines normes ou amendements auront une incidence sur les comptes consolidés du Groupe, notamment IAS 16 et IAS 41.

Les actifs biologiques seront inclus dans le champ d'application d'IAS 16 et seront évalués selon le modèle du coût ou selon le modèle de la réévaluation et non plus à la juste valeur. Ces amendements s'appliquent de façon rétrospective aux périodes annuelles commençant le 1^{er} janvier 2016 ou après.

1.3. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont présentés en euro. Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception notamment des actifs suivants :

- les actifs biologiques (IAS 41), la production agricole (IAS 2/IAS 41) ainsi que les titres disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur ;

- les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (IFRS 3) sont évaluées initialement à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les principes et les règles comptables sont appliqués de manière cohérente et permanente dans le Groupe. Les états financiers consolidés sont préparés pour l'exercice comptable se terminant au 31 décembre 2014 et sont présentés avant affectation du résultat de la maison mère proposée à l'Assemblée Générale des actionnaires.

1.4. Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère Socfinasia S.A. ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« filiales ») et ceux des entreprises où Socfinasia S.A. exerce une influence notable (« entreprises associées »), dont l'ensemble constitue le « Groupe ».

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2014 clôturent leurs comptes au 31 décembre.

a) Filiales

Conformément à la norme IFRS 10, un investisseur détient le contrôle si trois conditions sont remplies :

- 1) il détient le pouvoir sur l'entité ;
- 2) il a droit ou est exposé aux rendements variables ;
- 3) il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur les rendements.

Actuellement le Groupe détient la majorité des droits de vote dans les entités.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement, depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour aligner les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

b) Participations dans des entreprises associées

Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle Socfinasia S.A. exerce une influence notable de par sa participation aux décisions financières et opérationnelles de cette entreprise, mais dont elle n'a pas le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement par le biais de ses filiales, entre 20% et 50% des droits de vote. Les entreprises associées sont intégrées par la méthode de mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans l'entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans l'état de la situation financière, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat étendu de l'entreprise associée.

Les participations dans des entreprises associées sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date de commencement de l'influence notable jusqu'à la date où cette influence cesse. La valeur comptable de l'écart d'acquisition positif qui résulte de l'acquisition d'entreprises associées est incluse dans la valeur comptable de la participation. Un test de dépréciation est effectué si un indice objectif de perte de valeur est identifié. Les dépréciations sont constatées, le cas échéant, en résultat sous la rubrique « Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence ».

La liste des filiales et entreprises associées du Groupe est présentée en note 2.

1.5. Changements de méthodes comptables, erreurs et changements d'estimations

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthodes comptables sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation.

Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une

appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience.

1.6. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est la différence entre la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments remis en échange pour prendre le contrôle ; la valeur des intérêts minoritaires ; la juste valeur, à la date d'acquisition, des prises de participation antérieures et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entreprise associée, le montant résiduel de l'écart d'acquisition attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

1.7. Ecart d'acquisition négatif

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée sur le coût d'acquisition à la date d'acquisition.

Dans la mesure où un écart d'acquisition négatif subsiste après examen et ré-estimation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée, il est directement comptabilisé en produit dans le compte de résultat.

1.8. Conversion des devises étrangères

Dans les états financiers de Socfinasia S.A. et de chaque filiale ou entreprise associée, les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées, lors de leur comptabilisation initiale, dans la devise de référence de la société concernée en appliquant le taux de change en vigueur à la date de transaction. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice. Les profits et pertes provenant de la réalisation ou de la conversion d'éléments monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.

Etats financiers consolidés

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, le Groupe a recours à des contrats de change à terme. Ces instruments financiers ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture. Ils sont classés en autres instruments (voir note 1.17).

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés dont la comptabilité est tenue dans une autre devise que l'euro, sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges sont convertis en euro au cours de change moyen de l'année. Les éventuelles différences de change sont classées en capitaux propres au poste « écarts de conversion ». En cas de cession, les écarts de conversion relatifs à la société concernée sont comptabilisés au compte de résultat de l'exercice durant lequel la cession a eu lieu.

Les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

Suite à l'évolution des transactions de la filiale indonésienne PT Socfindo, la monnaie fonctionnelle est depuis 2013, la roupie indonésienne et non plus le dollar américain. Le changement de devise fonctionnelle a été appliqué de manière prospective en convertissant l'ensemble des éléments dans la nouvelle devise au taux de change en vigueur au 1^{er} janvier 2013.

Le changement de devise fonctionnelle n'a pas d'impact sur les fonds propres à l'ouverture, les écarts de conversion antérieurs étant maintenus dans les fonds propres. Cependant, suite à l'abandon de la devise fonctionnelle, les provisions pour impôts différés relatives à des éléments d'actifs évalués à la juste valeur sont converties au taux de clôture. Cette conversion a un impact de 15,5 millions d'euros sur les fonds propres à l'ouverture.

Les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels consolidés :

	Taux de clôture		Taux moyen	
	2014	2013	2014	2013
1 euro est égal à :				
Riel cambodgien	4.980	5.543	5.357	5.390
Roupie indonésienne	15.133	16.821	15.684	13.939
Dollar américain	1,2141	1,3791	1,3184	1,3291

1.9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont reprises à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité de l'immobilisation en question. Les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet de réévaluation. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Concessions et brevets	3 à 5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 5 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours sont comptabilisées au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité pour chaque composant significatif de l'immobilisation en question. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Constructions	20 à 50 ans
Installations techniques	3 à 20 ans
Mobilier, matériel roulant et autres	3 à 10 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

1.11. Actifs biologiques

Le Groupe possède des actifs biologiques en Asie. Ces actifs biologiques, principalement constitués de plantations de palmiers à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par l'IAS 41 « Agriculture ». Il en va de même pour la production agricole au moment de la récolte et notamment pour les régimes de palme, l'huile de palme et le caoutchouc.

Actifs biologiques

Les actifs biologiques sont évalués, lors de la comptabilisation initiale ainsi qu'à chaque clôture, à leur juste valeur diminuée des coûts estimés au point de vente. Il n'existe pas de marché actif pour les actifs biologiques (les palmiers et les hévéas) qui permettrait d'en déterminer la juste valeur. De même, compte tenu de la particularité de chaque plantation (situation géographique, environnement politique et social, conditions climatiques, nature du sol, qualité du matériel végétal...), il n'existe pas de transaction de référence qui permettrait une évaluation globale des actifs biologiques. Il n'existe pas non plus de données observables pour la production agricole (les régimes de palme, les fonds de tasse). La Banque Mondiale publie des prévisions de prix pour le caoutchouc sec (produit fini). Ces prévisions se basent sur le grade RSS3 (feuille fumée) qui n'est pas produit par le Groupe. Elles ne peuvent donc être retenues pour alimenter le modèle d'évaluation de la juste valeur utilisé par le Groupe. Enfin, et a fortiori, il n'existe pas de données prospectives observables relatives aux actifs biologiques du Groupe ou à leur production agricole.

Par conséquent, afin de déterminer la juste valeur de ces actifs de manière fiable, le Groupe a recours à la valeur actualisée des flux nets de trésorerie attendus, actualisés à un taux avant impôts qui serait retenue par des cocontractants pour en fixer le prix.

Dans un premier temps, le Groupe détermine séparément pour chaque catégorie d'actif biologique au sein de chaque entité, la production attendue de cet actif sur sa durée de vie résiduelle. Cette production attendue est estimée sur base des rendements réellement constatés en cours d'exercice en fonction de la maturité de l'actif biologique et des surfaces en exploitation. La production est ensuite valorisée sur base d'une moyenne de marges réalisées par l'entité en rapport à l'activité agricole. La juste valeur de l'actif

biologique est alors obtenue par l'actualisation de ces flux de trésorerie. Pour l'évaluation de la juste valeur des actifs biologiques au 31 décembre 2014, le Groupe a considéré les dernières données historiques fiables disponibles quant aux marges moyennes réellement constatées, à savoir les exercices 2010 à 2014. La moyenne des marges est considérée comme constante sur la durée de la projection financière. En outre, il n'est pas tenu compte d'un facteur d'indexation.

Cette méthode est appliquée de manière homogène aux plantations tout en tenant compte des particularités locales. En effet, le modèle d'évaluation se base, tel que décrit supra, sur des données historiques de rendement et de marges spécifiques à chaque catégorie d'actifs biologiques pour chaque plantation. En outre, le taux d'actualisation, l'une des données sensibles du modèle, est adapté aux spécificités locales. Il tient compte du taux de financement long terme applicable à l'entité, des risques de guerre et d'expropriation liés au pays, ainsi que le cas échéant d'un risque produit. Toutefois, en ce qui concerne ce dernier élément, le Groupe estime qu'il n'y a pas de risque agricole particulier lié à l'exploitation de plantations de palmiers à huile et d'hévéas.

Pour cette évaluation, les hypothèses générales suivantes ont été retenues : tous les actifs biologiques plantés font l'objet de l'évaluation. Les actifs biologiques immatures, qui ne sont pas en production, font l'objet d'entretiens particuliers sur la période d'immaturité dont les coûts sont pris en compte pour l'évaluation de la juste valeur. Le transfert d'actifs biologiques en production (maturité) a lieu au cours de la troisième année après le planting des palmiers à huile en Asie, au cours de la quatrième année après le planting des palmiers à huile en Afrique et au cours de la septième année après le planting des hévéas. La durée d'exploitation dure entre 25 et 30 ans pour les deux cultures. Pour chaque entité, cette durée peut être adaptée en fonction des circonstances particulières. A la clôture, la projection financière s'étend jusqu'à la fin de l'exploitation théorique des actifs biologiques les plus jeunes.

La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

Production agricole

La production agricole est évaluée à la juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Le prix d'un produit fini standard sur un marché mondial n'est pas suffisamment représentatif de la réalité économique dans laquelle les différentes entités du Groupe interviennent. Cette donnée observable ne

peut être retenue comme référence pour l'évaluation. Par conséquent, chaque entité détermine la juste valeur de la production agricole en fonction des prix de marché des produits finis réellement obtenus sur les marchés où elle est intervenue au cours du dernier exercice.

La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

1.12. Contrats de location

Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

Les actifs détenus en location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs du Groupe au plus faible de la valeur actualisée des loyers minimaux et de leur juste valeur à la date de départ du contrat de location. La dette correspondante envers le bailleur est enregistrée dans l'état de la situation financière pour le même montant en tant qu'obligation issue des contrats de location financement. Les charges financières, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la juste valeur du bien acquis, sont réparties sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice comptable.

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat en question.

1.13. Dépréciation d'actifs

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

En outre, à chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et incorporelles afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste

valeur diminuée des coûts de la vente de l'actif et la valeur d'utilité. Cette dernière correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée comme étant inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont immédiatement comptabilisées en charges dans le compte de résultat. Elles sont réversibles.

Lorsqu'une perte de valeur comptabilisée lors d'un exercice antérieur n'existe plus ou doit être diminuée, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée ne doit pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée immédiatement en produits dans le compte de résultat.

Une perte de valeur enregistrée sur un écart d'acquisition ne peut faire l'objet d'une reprise ultérieure.

1.14. Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières et le cas échéant, les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables. Lorsque l'identification spécifique n'est pas possible, le coût est déterminé sur base de la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais commerciaux essentiellement).

La dépréciation ou la perte sur stocks pour les ramener à la valeur nette de réalisation est comptabilisée en charges de l'exercice au cours duquel la dépréciation ou la perte s'est produite.

Comme expliqué à la note 1.11. Actifs biologiques, la production agricole est évaluée à sa juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

1.15. Créances commerciales

Les créances commerciales sont évaluées à leur valeur nominale diminuée des réductions de valeur adéquates couvrant les montants considérés comme non recouvrables. A la fin de l'exercice comptable, une estimation des créances commerciales douteuses est effectuée. Des provisions pour créances douteuses sont enregistrées durant l'exercice au cours duquel elles sont identifiées.

1.16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les liquidités, les dépôts à vue, les dépôts à court terme de moins de 3 mois, ainsi que les placements facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

1.17. Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture.

Le traitement comptable dépend de la qualification de l'instrument concerné :

– Instruments de couverture :

Le Groupe désigne certains instruments de couverture, notamment des dérivés au titre du risque de change et au titre du risque de taux d'intérêt, comme couvertures de flux de trésorerie. Les couvertures pour le risque de change lié aux engagements fermes sont comptabilisées comme couvertures de flux de trésorerie.

Au moment de la création de la relation de couverture, l'entité prépare une documentation décrivant la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques

et sa stratégie pour effectuer diverses transactions de couverture. Par ailleurs, à la création de la couverture et régulièrement par la suite, le Groupe indique si l'instrument de couverture est hautement efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuable au risque couvert.

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et qui remplissent les conditions nécessaires pour pouvoir être ainsi désignés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et cumulée dans la réserve au titre de la couverture des flux de trésorerie. Le profit ou la perte lié à la partie inefficace est immédiatement comptabilisé en résultat net, dans le poste des autres profits et pertes.

Les montants comptabilisés précédemment dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés dans les capitaux propres sont reclassés en résultat net dans les périodes où l'élément couvert influe sur le résultat net, au même poste que celui de l'élément couvert comptabilisé. Toutefois, si une transaction prévue couverte entraîne la comptabilisation d'un actif ou d'un passif non financier, les profits et pertes qui ont précédemment été comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés en capitaux propres sont sortis des capitaux propres pour être pris en compte dans l'évaluation initiale du coût de l'actif ou du passif non financier.

– Autres instruments :

Les changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils surviennent.

Pour les exercices sous revue, seuls des instruments mentionnés au paragraphe précédent « Autres instruments » ont été utilisés par le Groupe.

Prêts et emprunts

Les prêts portant intérêts sont enregistrés pour les montants donnés, nets des coûts directs d'émission. Les produits financiers sont ajoutés à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où ils ne sont pas reçus dans l'exercice au cours duquel ils surviennent. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts et découverts portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission. Les charges financières sont

comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement et sont ajoutées à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où elles ne sont pas réglées dans l'exercice au cours duquel elles surviennent.

La valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur dans le cas d'instruments financiers tels que les emprunts et dettes auprès d'établissements financiers à court terme.

L'évaluation à la juste valeur des emprunts et des dettes auprès d'établissements financiers, autres qu'à court terme, dépend à la fois des spécificités des emprunts et des conditions actuelles de marché. La juste valeur a été calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêts réestimés prévalant au 31 décembre 2014 sur la durée résiduelle de remboursement des emprunts.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés pour les montants reçus, nets des coûts directs engendrés par l'émission.

Titres disponibles à la vente

Cette rubrique comprend les actions détenues par le Groupe dans des sociétés dans lesquelles il n'exerce pas de contrôle ou d'influence notable ou dans des sociétés non consolidées.

Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs sont comptabilisés à leur juste valeur, c'est-à-dire généralement à leur coût d'acquisition.

Aux dates de clôture, ces titres sont évalués à leur juste valeur et les profits et pertes latents sont comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat étendu. Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est la valeur boursière à la date de clôture (Niveau 1). Pour les titres non cotés, la juste valeur est déterminée sur base de l'actif net réévalué (Niveau 3).

A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses titres afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'ils ont pu perdre de la valeur. Si une moins-value latente significative et durable est constatée, le cumul des profits ou des pertes antérieurement comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu est reclassé en résultat net de la période.

Si, au cours d'une période ultérieure, le montant de la perte de valeur diminue et si cette diminution peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation, la perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise du résultat net dans la mesure où la valeur comptable du placement à la date de reprise de la dépréciation n'est

pas supérieure au coût amorti qui aurait été obtenu si la dépréciation n'avait pas été comptabilisée.

Les critères de dépréciation retenus par le Groupe, pour les titres non cotés, sont une moins-value de 40% par rapport au coût d'acquisition et une moins-value constatée sur une période de plus de 1 an. Pour les titres cotés, une perte de valeur définitive est comptabilisée en résultat si le cours de Bourse à la clôture est inférieur de plus de 30% à son coût d'acquisition sur une période de plus de 1 an.

En cas de cession, les variations de juste valeur sur ces titres sont transférées en résultat.

Autres actifs et passifs financiers

Les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. La juste valeur des autres actifs et passifs financiers est estimée proche de la valeur comptable.

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale (coût historique) diminuée des réductions de valeur couvrant les montants considérés comme non recouvrables dès lors que le Groupe l'estime nécessaire. La constitution de la dépréciation d'actifs est comptabilisée dans le compte de résultat dans la rubrique « Autres charges/ produits opérationnels ». Il n'y a pas de politique Groupe au niveau consolidé concernant les corrections de valeur. Le Conseil d'Administration de chaque filiale évalue les créances de manière individuelle. Les corrections de valeur sont déterminées en tenant compte de la réalité économique locale de chaque pays. Elles sont revues lors de la réception de nouveaux événements et au minimum annuellement.

1.18. Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties affectées.

1.19. Engagements de retraite

Plans à cotisations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse à des sociétés d'assurances externes, pour certaines catégories

Etats financiers consolidés

de travailleurs salariés, des cotisations dont les montants sont définis. Les versements effectués dans le cadre de ces régimes de retraite sont comptabilisés en compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont dus.

Comme ces régimes ne génèrent pas d'engagement futur pour le Groupe, ils ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

Plans à prestations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés, des ressources complémentaires en contrepartie des services qu'ils ont rendus durant l'exercice et les exercices antérieurs.

Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé par des actuaires indépendants à la clôture de chaque exercice.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé.

Les taux d'actualisation applicables pour actualiser les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi doivent être déterminés par référence aux taux de rendement du marché des obligations de sociétés de haute qualité adaptés au calendrier estimé de versement des prestations à la date de clôture.

Le coût des engagements correspondants est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées, avec un calcul des valeurs actualisées à la date de clôture conformément aux principes de l'IAS 19.

La version révisée d'IAS 19 impose que toutes les variations du montant des engagements de pension à prestations définies soient comptabilisées dès qu'elles surviennent.

Les réévaluations des engagements de pension à prestations définies dont notamment les gains et pertes actuariels doivent être immédiatement comptabilisées en autres éléments du résultat étendu.

Les coûts des services rendus pendant la période, les coûts des services passés (modification d'un régime) et les intérêts nets sont comptabilisés immédiatement en charge.

Le montant comptabilisé dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actualisée des engagements de pension des régimes à prestations

définies ajustée des gains et pertes actuariels et diminuée de la juste valeur des actifs du plan.

1.20. Comptabilisation des produits

Les ventes de biens sont comptabilisées lors de la livraison et du transfert du titre de propriété, c'est-à-dire lorsqu'il y a transfert à l'acheteur des risques et avantages liés à la propriété des biens.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure, en fonction de l'encours du principal et du taux d'intérêt applicable.

Le produit des dividendes sur placements est comptabilisé lorsque les droits des actionnaires à percevoir le paiement sont établis.

1.21. Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié, c'est-à-dire qui demande une longue période de préparation, doivent être incorporés dans le coût d'un actif. Toutefois, il y a une exception pour les coûts d'emprunts qui sont liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié évalué à la juste valeur, notamment les actifs biologiques. Les coûts liés au planting ou replanting des plantations (évaluées à la juste valeur) sont comptabilisés au compte de résultat.

Les autres coûts d'emprunts sont enregistrés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

1.22. Impôts

L'impôt courant est le montant des impôts exigibles ou récupérables sur le bénéfice ou la perte d'un exercice.

Les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé en utilisant les taux d'impôts dont l'application est prévue lors du renversement des différences temporelles, tels qu'adoptés à la date de clôture.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un écart d'acquisition ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas acquis via un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le

bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et entreprises associées, sauf si la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée et s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôts non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pourront être imputés.

L'impôt différé est comptabilisé dans le compte de résultat sauf s'il concerne des éléments qui ont été directement comptabilisés, soit dans les capitaux propres, soit dans les autres éléments du résultat étendu.

1.23. Actifs non-courants détenus pour la vente et activités abandonnées

Ces actifs comprennent les unités génératrices de trésorerie qui ont été cédées ou qui sont détenues en vue d'être cédées.

Les actifs et passifs détenus pour la vente sont présentés séparément des autres actifs et passifs de l'état de la situation financière et sont évalués au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des frais de cessions.

Le résultat des activités abandonnées est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

1.24. Regroupements d'entreprises

La norme IFRS 3 revoit les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêts dans les filiales après obtention du contrôle. Cette norme permet, lors de chaque regroupement, d'opter pour la comptabilisation d'un goodwill complet (correspondant aux intérêts majoritaires et minoritaires) ou bien d'un goodwill partiel (basé sur le pourcentage d'intérêts acquis).

Le traitement comptable de cet écart est décrit aux points 1.6 et 1.7.

Les variations d'intérêts dans une filiale n'entraînant pas la perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions de capitaux propres.

1.25. Information sectorielle

IFRS 8 « Secteurs opérationnels » requiert que les secteurs opérationnels soient identifiés sur base du reporting interne analysé par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue d'évaluer les performances et de prendre des décisions en matière de ressources à affecter aux secteurs. L'identification de ces secteurs opérationnels découle de l'information analysée par la Direction qui est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques et sur l'analyse des comptes sociaux individuels au coût historique.

1.26. Recours à des estimations

Pour l'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS, la Direction du Groupe a dû retenir des hypothèses basées sur ses meilleures estimations qui affectent la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs, les informations relatives aux éléments d'actifs et de passifs éventuels, ainsi que la valeur comptable des produits et charges enregistrés durant la période. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou des conditions économiques différentes, les montants qui figureront dans les futurs états financiers consolidés du Groupe pourraient différer des estimations actuelles. Les méthodes comptables sensibles, au titre desquelles le Groupe a eu recours à des estimations, concernent principalement l'application des normes IAS 19 et IAS 41. En effet, en l'absence de données observables au sens de la norme IFRS 13, le Groupe a recours à l'élaboration d'un modèle d'évaluation de la juste valeur basé sur des flux de trésorerie futurs actualisés. Cet exercice implique l'utilisation de certaines hypothèses sensibles pour déterminer les flux futurs de trésorerie et le taux d'actualisation. Les principales caractéristiques du modèle établi par le Groupe et hypothèses retenues pour l'application de celui-ci dans le cadre des normes IAS 41 et IFRS 13, sont décrites à la note 1.11.

Cette méthode est par nature plus volatile que l'évaluation au coût historique.

Etats financiers consolidés

Note 2. Filiales et entreprises associées

	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consolidation (*)	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consolidation (*)
	2014	2014	2014	2013	2013	2013
ASIE						
Hévéa et palmier						
PT SOCFINDO	90,00	90,00	IG	90,00	90,00	IG
Hévéa						
SETHIKULA CO LTD	86,30	100,00	IG	86,30	100,00	IG
SOCFIN-KCD CO LTD	86,30	86,30	IG	86,30	86,30	IG
VARANASI CO LTD	86,30	100,00	IG	86,30	100,00	IG
COVIPHAMA CO LTD	90,00	90,00	IG	90,00	90,00	IG
EUROPE						
Autres activités						
CENTRAGES S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
INDUSERVICES S.A.	35,00	35,00	MEE	35,00	35,00	MEE
MANAGEMENT ASSOCIATES S.A.	20,00	20,00	MEE	20,00	20,00	MEE
PLANTATION NORD-SUMATRA LTD S.A.	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SOCFIN RESEARCH S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFIN GREEN ENERGY S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINCO S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINCO FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINDE S.A.	79,92	79,92	IG	79,92	79,92	IG
SODIMEX S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOGESCOL FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
TERRASIA S.A.	47,81	47,81	MEE	47,81	47,81	MEE

(*) Méthode de consolidation : IG : Intégration Globale, MEE : Mise en équivalence.

Etats financiers consolidés

Liste des filiales et entreprises associées

- * CENTRAGES S.A. est une société de droit belge prestataire de services administratifs et comptables et propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * COVIPHAMA CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A. est une société de droit belge propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * INDUSERVICES S.A. est une société de droit luxembourgeois dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance.
- * MANAGEMENT ASSOCIATES S.A. est une société de droit luxembourgeois active dans le transport.
- * PLANTATION NORD-SUMATRA LIMITED S.A. est une société de participation financière établie à Luxembourg, détenant les participations dans PT Socfindo et dans Coviphama CO Ltd.
- * PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO » est une société de droit indonésien active dans la production d'huile de palme et de caoutchouc.
- * SETHIKULA CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * SOCFIN CONSULTANT SERVICES « SOCFINCO » S.A. est une société établie en Belgique prestataire de services d'assistance technique, agronomique et financière.
- * SOCFIN GREEN ENERGY S.A. est une société suisse d'étude de réalisation et de maintenance d'unités de production d'énergie.
- * SOCFIN RESEARCH S.A. est une société suisse de recherche et d'étude de projets agronomiques.
- * SOCFIN-KCD CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * SOCFINCO FR S.A. est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles.
- * SOCFINDE S.A. est une société holding de financement de droit luxembourgeois.
- * SODIMEX S.A. est une entreprise belge active dans le domaine de l'achat et vente de matériel destiné aux plantations tropicales.
- * SOGESCOL FR S.A. est une société suisse active dans le commerce de produits tropicaux.
- * TERRASIA S.A. est une société de droit luxembourgeois propriétaire de bureaux.
- * VARANASI CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.

Etats financiers consolidés

Note 3. Acquisitions d'activités

En août 2013, Socfinasia S.A. a acquis, à travers sa filiale Plantation Nord-Sumatra « PNS » Ltd S.A., 90% de la société cambodgienne Coviphama Co Ltd pour un montant de 13,3 millions d'euros. Cette acquisition renforce les activités du Groupe au Cambodge.

Le coût de cette acquisition stratégique pour la pérennisation des opérations du Groupe dans ce pays a dégagé un écart d'acquisition de 9,8 millions d'euros.

	2014	2013
	EUR	EUR
Actifs non-courants (*)	0	5.546.503
Passifs non-courants	0	-1.649.551
Actif net acquis	0	3.896.952
Participations ne donnant pas le contrôle (**)	0	-389.695
Ecarts d'acquisition débiteurs portés à l'actif (note 4)	0	9.838.190
Prix total payé	0	13.345.447
Réglé en liquidités	0	-13.345.447
Sortie nette de liquidités sur acquisition		
Païement en liquidités pour l'acquisition de nouvelles filiales, d'entités contrôlées conjointement et d'entreprises associées	0	-13.345.447
Acquisitions de filiales, d'entités contrôlées conjointement et d'entreprises associées, sous déduction de la trésorerie	0	-13.345.447

(*) La juste valeur des actifs biologiques de Coviphama Co Ltd à la date d'acquisition s'élève à 5,5 millions d'euros (note 7).

(**) Les participations ne donnant pas le contrôle ont été évaluées sur base de la quote-part dans l'actif net acquis.

Note 4. Ecarts d'acquisition

	2014	2013
	EUR	EUR
Juste valeur au 1^{er} janvier	9.838.190	0
Entrées de l'exercice	0	9.838.190
Juste valeur au 31 décembre	9.838.190	9.838.190

En 2013, PNS Ltd S.A. a comptabilisé un écart d'acquisition de 9,8 millions d'euros suite à l'acquisition de 90% de Coviphama Co Ltd.

Note 5. Immobilisations incorporelles

EUR	Concessions et brevets	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2013	49.675	1.561.616	1.611.291
Acquisitions de l'exercice	625	302.097	302.722
Sorties de l'exercice	0	-383.106	-383.106
Reclassements vers d'autres postes	-115	0	-115
Changements de périmètre	0	119	119
Ecart de conversion	-2.320	-353.707	-356.027
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2013	47.865	1.127.019	1.174.884
Amortissements au 1^{er} janvier 2013	-22.898	-1.043.820	-1.066.718
Amortissements de l'exercice	-18.992	-157.806	-176.798
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	383.106	383.106
Reclassements vers d'autres postes	115	0	115
Changements de périmètre	0	-80	-80
Ecart de conversion	1.582	207.107	208.689
Amortissements au 31 décembre 2013	-40.193	-611.493	-651.686
Valeur nette comptable au 31 décembre 2013	7.672	515.526	523.198
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2014	47.865	1.127.019	1.174.884
Acquisitions de l'exercice	116	4.076	4.192
Ecart de conversion	5.416	125.836	131.252
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2014	53.397	1.256.931	1.310.328
Amortissements au 1^{er} janvier 2014	-40.193	-611.493	-651.686
Amortissements de l'exercice	-7.722	-138.565	-146.287
Ecart de conversion	-5.125	-73.238	-78.363
Amortissements au 31 décembre 2014	-53.040	-823.296	-876.336
Valeur nette comptable au 31 décembre 2014	357	433.635	433.992

Etats financiers consolidés

Note 6. Immobilisations corporelles

EUR	Terrains et pépinières	Constructions	Installations techniques	Mobilier, matériel roulant et autres	Immo. corporelles en cours	Avances et acomptes (*)	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2013	3.732.514	62.730.299	64.828.062	589.079	251.727	1.189.250	133.320.931
Acquisitions de l'exercice	556.666	1.501.280	4.011.574	87.911	428.623	0	6.586.054
Sorties de l'exercice	-201.737	-302.978	-1.725.664	-57.084	0	0	-2.287.463
Reclassements vers d'autres postes	-472.479	0	231.993	-2.632	-232.286	0	-475.404
Changements de périmètre	35	4.641	5.804	2.227	19	0	12.726
Ecart de conversion	-264.528	-14.603.458	-15.521.535	-28.215	-36.180	-279.913	-30.733.829
Autres	0	0	-1.447	0	0	0	-1.447
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2013	3.350.471	49.329.784	51.828.787	591.286	411.903	909.337	106.421.568
Amortissements au 1^{er} janvier 2013	-14.455	-35.421.458	-45.585.544	-289.603	0	0	-81.311.060
Amortissements de l'exercice	-2.308	-3.113.830	-4.313.522	-103.582	0	0	-7.533.242
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	177.456	1.605.742	56.977	0	0	1.840.175
Reclassements vers d'autres postes	0	0	392	2.532	0	0	2.924
Changements de périmètre	0	-2.663	-4.324	-2.227	0	0	-9.214
Ecart de conversion	736	8.703.429	11.115.304	14.754	0	0	19.834.223
Amortissements au 31 décembre 2013	-16.027	-29.657.066	-37.181.952	-321.149	0	0	-67.176.194
Valeur nette comptable au 31 décembre 2013	3.334.444	19.672.718	14.646.835	270.137	411.903	909.337	39.245.374

(*) Au 1^{er} janvier 2013, une avance versée a été reclassée du poste « Avances à long terme » vers les immobilisations corporelles sous le poste « Avances et acomptes ».

Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2014	3.350.471	49.329.784	51.828.787	591.286	411.903	909.337	106.421.568
Acquisitions de l'exercice	772.615	1.780.929	3.461.904	145.872	616.768	0	6.778.088
Sorties de l'exercice	-7.071	-459.007	-1.611.879	-10.994	0	0	-2.088.951
Reclassements vers d'autres postes	-783.669	154.725	20.403	0	-175.128	0	-783.669
Ecart de conversion	375.982	5.568.647	5.869.125	77.007	80.693	101.411	12.072.865
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2014	3.708.328	56.375.078	59.568.340	803.171	934.236	1.010.748	122.399.901
Amortissements au 1^{er} janvier 2014	-16.027	-29.657.066	-37.181.952	-321.149	0	0	-67.176.194
Amortissements de l'exercice	-1.472	-2.721.797	-3.917.953	-117.235	0	0	-6.758.457
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	225.779	1.525.262	10.994	0	0	1.762.035
Ecart de conversion	-1.922	-3.409.307	-4.237.554	-44.323	0	0	-7.693.106
Amortissements au 31 décembre 2014	-19.421	-35.562.391	-43.812.197	-471.713	0	0	-79.865.722
Valeur nette comptable au 31 décembre 2014	3.688.907	20.812.687	15.756.143	331.458	934.236	1.010.748	42.534.179

Etats financiers consolidés

Note 7. Actifs biologiques

* Détail des actifs biologiques comptabilisés dans l'état de la situation financière

	EUR
Juste valeur au 1^{er} janvier 2013	898.477.881
Variation de la juste valeur	-71.292.487
Entrées de périmètre	5.496.880
Ecart de conversion	-193.792.923
Juste valeur au 31 décembre 2013	638.889.351
Juste valeur au 1^{er} janvier 2014	638.889.351
Variation de la juste valeur	36.397.311
Ecart de conversion	72.877.284
Juste valeur au 31 décembre 2014	748.163.946

La juste valeur des actifs biologiques est déterminée sur base de critères internes (voir note 1.11) qui ne sont pas observables sur un marché actif. La juste valeur est donc classée en niveau 3 au sens du paragraphe 87 d'IFRS 13.

* Détail des superficies en hectares

	2014	2013
Palmiers		
Immatures	3.762	3.905
En production	34.804	34.580
Total palmiers	38.566	38.485
Hévéas		
Immatures	8.522	7.727
En production	7.398	7.412
Total hévéas	15.920	15.139

* Détail des rendements (en tonnes par hectare)

	2014	2013
Palmiers		
Jeunes	23,95	24,13
Matures	24,81	23,82
Vieux	21,53	21,87
Hévéas		
Jeunes	De 1,68 à 1,68	De 1,68 à 1,90
Matures	De 1,71 à 2,00	De 1,59 à 2,00
Vieux	De 0,79 à 1,67	De 1,22 à 1,67

Etats financiers consolidés

* Détail de la production

	2014	2013
Quantités produites (en tonnes)		
Régimes de palme	840.666	823.995
Caoutchouc	12.961	12.762
Juste valeur de la production (en euro)		
Régimes de palme	89.121.591	85.495.668
Caoutchouc	15.016.091	20.084.267

* Détail de la marge moyenne (en euro par tonne)

	2014	2013
Palmiers		
Minimum	68,91	73,08
Maximum	68,91	73,08
Hévéas		
Minimum	930,03	931,83
Maximum	1.033,54	1.138,81

* Marge réalisée sur la production agricole (en euro par tonne)

	2014	2013
Régimes de palme	75,24	71,11
Caoutchouc	572,62	980,11

* Taux d'actualisation

	2014	2013
Cambodge	13,00%	13,00%
Indonésie	9,80%	9,80%

Etats financiers consolidés

* **Rapprochement de la juste valeur comptabilisée dans l'état de la situation financière et au compte de résultat**

- Etat de la situation financière

	2014	2013
	EUR	EUR
Juste valeur au 1^{er} janvier	638.889.351	898.477.881
Variation de la juste valeur	36.397.311	-71.292.487
Entrées de périmètre	0	5.496.880
Ecart de conversion	72.877.284	-193.792.923
Situation au 31 décembre	748.163.946	638.889.351

- Compte de résultat

	2014	2013
	EUR	EUR
Variation de la juste valeur	36.397.311	-71.292.487
Dépenses d'investissements en actifs biologiques immatures (*)	-11.706.846	-9.262.170
Situation au 31 décembre	24.690.465	-80.554.657

(*) Les dépenses relatives aux actifs biologiques immatures sont prises en charge au cours de l'exercice où elles sont encourues (voir note 1.11).

* Analyse de sensibilité de la juste valeur comptabilisée dans l'état de la situation financière

Le tableau ci-dessous indique la juste valeur des actifs biologiques lorsque les principales hypothèses sont modifiées.

	2014	2013
	EUR	EUR
Juste valeur au 31 décembre	748.163.946	638.889.351
Taux d'actualisation		
Augmentation de 0,5%	724.216.443	618.033.288
Diminution de 0,5%	773.494.468	660.966.881
Marges moyennes réalisées		
Augmentation de 5%	780.300.774	666.424.415
Diminution de 5%	716.027.123	611.354.290

Les analyses de sensibilité sont basées sur la même méthode que celle utilisée pour déterminer la juste valeur des actifs biologiques.

Les actifs biologiques sont utilisés de manière optimale.

Etats financiers consolidés

Note 8. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives

Intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les activités du Groupe

Dénomination de la filiale	Etablissement principal	Pourcentage des titres de participations des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	
		2014	2013	2014	2013
Production d'huile de palme et de caoutchouc					
PT SOCFINDO	Indonésie	10%	10%	10%	10%

Dénomination de la filiale	Résultat net attribué aux participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale au cours de la période financière		Cumul des intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale	
	2014	2013	2014	2013
	EUR	EUR	EUR	EUR
PT SOCFINDO	7.414.516	-651.366	57.548.943	49.966.027
Filiales qui détiennent des participations ne donnant pas le contrôle non significatives prises individuellement			3.739.530	3.545.357
Participations ne donnant pas le contrôle			61.288.473	53.511.384

Les informations financières résumées concernant les filiales dont les intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle sont significatives pour le Groupe compte non tenu des éliminations intragroupes

Dénomination de la filiale	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
	EUR	EUR	EUR	EUR
PT SOCFINDO				
2013	35.624.688	73.651.643	30.283.740	19.232.481
2014	35.431.289	84.797.609	28.062.817	23.212.399

Dénomination de la filiale	Produits des activités ordinaires	Résultat net de l'exercice	Autres éléments du résultat étendu de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
PT SOCFINDO					
2013	175.209.576	57.603.885	-	57.603.885	5.804.040
2014	163.607.852	55.468.346	-	55.468.346	5.302.815

Etats financiers consolidés

Dénomination de la filiale	Entrées (sorties) nettes de trésorerie			Entrées (sorties) nettes de trésorerie
	Activités opérationnelles	Activités d'investissement	Activités de financement	
	EUR	EUR	EUR	
PT SOCFINDO				
2013	64.532.899	-10.515.128	-58.040.398	-4.022.627
2014	62.907.887	-9.558.422	-53.028.148	321.316

La nature et l'évolution des risques associés aux intérêts détenus par le Groupe dans les filiales sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

Note 9. Participations dans des entreprises associées

	2014	2013
	EUR	EUR
Valeur au 1^{er} janvier	23.494.168	26.386.736
Sorties de périmètre	0	-21.920
Entrées de périmètre (*)	0	97.560
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	6.346.594	7.049.613
Dividendes	-7.359.544	-8.291.213
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente	-84.647	-47.371
Autres mouvements	721.129	-1.679.237
Valeur au 31 décembre	23.117.700	23.494.168

(*) Au 31 décembre 2013, entrée de Socfin Green Energy S.A. et Socfin Research S.A. dans le périmètre de consolidation.

	Valeur mise en équivalence	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice	Valeur mise en équivalence	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice
	2014	2014	2013	2013
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	3.592.460	129.539	3.687.920	105.684
Immobilière de la Pépinière S.A.	2.698.991	-84.507	2.783.701	-71.266
Induservices S.A.	82.035	6.218	75.817	4.027
Management Associates S.A.	524.373	-17.492	541.865	-21.054
Socfin Green Energy S.A.	351.315	308.252	43.064	-5.717
Socfin Research S.A.	-100.897	-100.333	-565	-49.345
Socfinco S.A.	1.694.751	453.236	1.919.869	569.834
Socfinco FR S.A.	6.381.552	2.924.851	6.520.620	2.947.146
Sodimex S.A.	1.462.936	266.294	1.646.643	495.935
Sogescol FR S.A.	6.222.990	2.453.350	6.075.226	3.063.852
Terrasia S.A.	207.194	7.186	200.008	10.517
TOTAL	23.117.700	6.346.594	23.494.168	7.049.613

Etats financiers consolidés

	Total de l'actif	Produits des activités ordinaires	Total de l'actif	Produits des activités ordinaires
	2014	2014	2013	2013
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	3.976.584	3.244.550	3.908.469	3.425.100
Immobilière de la Pépinière S.A.	5.635.527	684.504	6.018.009	728.288
Induservices S.A.	1.986.603	4.005.053	593.780	4.504.600
Management Associates S.A.	15.558.714	5.135.790	15.816.914	3.947.539
Socfin Green Energy S.A.	8.775.710	465.410	90.162	0
Socfin Research S.A.	246.120	0	143.310	0
Socfinco S.A.	3.098.246	3.343.275	3.447.531	3.645.216
Socfinco FR S.A.	13.835.737	23.900.535	14.889.148	24.701.036
Sodimex S.A.	14.164.947	30.735.828	22.596.369	41.783.960
Sogescol FR S.A.	27.716.790	241.112.779	32.868.541	298.405.549
Terrasia S.A.	433.853	0	432.955	0
TOTAL	95.428.831	312.627.724	100.805.188	381.141.288

Intérêts détenus dans les entreprises associées significatives comptabilisées suivant la méthode de la mise en équivalence

Dénomination de l'entreprise associée	Etablissement principal	Principale activité	Dividendes reçus	Dividendes reçus
			2014	2013
			EUR	EUR
Management Associates S.A.	Luxembourg	Transport	-	-
Socfinco FR S.A.	Suisse	Prestation de services	3.000.000	4.000.000
Sodimex S.A.	Belgique	Achat et vente de matériels	450.000	315.000
Sogescol FR S.A.	Suisse	Commerce de produits tropicaux	2.888.087	3.262.582

Etats financiers consolidés

Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Etat de la situation financière

Dénomination de l'entreprise associée	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
2013	EUR	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	745.750	15.071.164	1.141.988	12.250.000
Socfinco FR S.A.	12.918.646	1.970.502	1.952.667	-
Sodimex S.A.	22.546.556	49.813	19.214.695	-
Sogescol FR S.A.	32.200.126	668.415	20.454.572	-
TOTAL	68.411.078	17.759.894	42.763.922	12.250.000

2014	EUR	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	1.172.969	14.385.745	793.500	12.250.000
Socfinco FR S.A.	12.434.346	1.401.391	1.050.527	-
Sodimex S.A.	14.109.567	55.380	11.296.619	-
Sogescol FR S.A.	26.917.017	799.774	15.367.376	-
TOTAL	54.633.899	16.642.290	28.508.022	12.250.000

Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Compte de résultat

Dénomination de l'entreprise associée	Résultat des activités poursuivies	Résultat net de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice
2013	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	-390.591	-390.591	-390.591
Socfinco FR S.A.	5.893.321	5.893.321	5.893.321
Sodimex S.A.	1.125.691	1.125.691	1.125.691
Sogescol FR S.A.	6.172.875	6.172.875	6.172.875
TOTAL	12.801.296	12.801.296	12.801.296

2014	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	90.288	90.288	90.288
Socfinco FR S.A.	5.848.730	5.848.730	5.848.730
Sodimex S.A.	486.654	486.654	486.654
Sogescol FR S.A.	4.454.833	4.454.833	4.454.833
TOTAL	10.880.505	10.880.505	10.880.505

Etats financiers consolidés

Rapprochement entre les informations financières résumées ci-dessus et la valeur comptable des participations dans les états financiers consolidés

Dénomination de l'entreprise associée	Actif net de l'entreprise associée	Pourcentage de la participation du Groupe	Autres ajustements IFRS	Valeur comptable de la participation du Groupe
2013	EUR		EUR	EUR
Management Associates S.A.	2.424.926	20%	56.880	541.865
Socfinco FR S.A.	12.936.481	50%	52.380	6.520.620
Sodimex S.A.	3.381.674	50%	-44.194	1.646.643
Sogescol FR S.A.	12.413.969	50%	-131.759	6.075.226
TOTAL	31.157.050		-66.693	14.784.354

2014	EUR		EUR	EUR
Management Associates S.A.	2.515.214	20%	21.330	524.373
Socfinco FR S.A.	12.785.210	50%	-11.053	6.381.552
Sodimex S.A.	2.868.328	50%	28.772	1.462.936
Sogescol FR S.A.	12.349.415	50%	48.283	6.222.990
TOTAL	30.518.167		87.332	14.591.851

Il n'y a pas de écarts d'acquisition dans les entreprises associées présentées ci-dessus.

Informations présentées de façon globale pour les entreprises associées qui ne sont pas significatives prises individuellement

	2014	2013
	EUR	EUR
La quote-part du Groupe dans le résultat net lié aux activités poursuivies	719.591	563.734
La quote-part du Groupe dans le résultat étendu	719.591	563.734
Valeur comptable totale des participations du Groupe dans ces entreprises associées	8.525.849	8.709.814

Le résultat après impôts lié aux activités abandonnées et les autres éléments du résultat étendu de l'exercice pour 2014 et 2013 sont nuls pour toutes les entreprises associées du Groupe.

La nature, l'étendue et les incidences financières des intérêts détenus par le Groupe dans les entreprises associées, y compris la nature des relations avec les autres investisseurs, sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

Etats financiers consolidés

Note 10. Titres disponibles à la vente

	2014	2013
	EUR	EUR
Juste valeur au 1^{er} janvier	2.300.101	0
Variation de la juste valeur (*)	-109.406	530.594
Entrées de l'exercice	0	1.769.507
Juste valeur au 31 décembre	2.190.695	2.300.101

(*) La variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu.

EUR	Evaluation au coût (historique)		Evaluation à la juste valeur	
	2014	2013	2014	2013
Titres disponibles à la vente	1.769.506	1.769.506	2.190.695	2.300.101

Etats financiers consolidés

Note 11. Impôts différés

* Composants des actifs d'impôts différés

	2014	2013
	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier	0	53.616
IAS 38 : Frais d'établissement	0	-47.816
IAS 39 : Contrats de change à terme	0	-5.407
Ecart de conversion	0	-393
Situation au 31 décembre	0	0

* Composants des passifs d'impôts différés

	2014	2013
	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier	141.760.148	217.478.920
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	80.121	-592.990
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-12.227	-446.136
IAS 19 : Engagements de retraites	-1.583.241	2.821.025
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	-22.975	111.425
IAS 41 : Actifs biologiques	6.872.449	-31.212.892
Autres	-228	8
Ecart de conversion	16.429.650	-46.399.212
Situation au 31 décembre	163.523.697	141.760.148

* Actifs et passifs fiscaux éventuels

Socfinasia S.A. dispose de pertes fiscales récupérables de 6,3 millions d'euros et PNS Ltd S.A. de 7 millions d'euros. Ces latences fiscales n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Note 12. Stocks

* Valeur comptable des stocks par catégorie

	2014	2013
	EUR	EUR
Matières premières	64.384	227.698
Consommables	4.699.488	4.367.307
Produits en cours de fabrication	17.371.129	15.856.870
Produits finis	9.001.926	6.583.209
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	31.136.927	27.035.084
Réductions de valeur sur stocks	-534.751	-480.477
Total net au 31 décembre	30.602.176	26.554.607

* Réconciliation des stocks

	2014	2013
	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier	27.035.084	41.091.230
Variation de stocks	781.173	-2.741.383
Juste valeur de la production agricole	320.485	-2.731.804
Ecarts de conversion	3.000.185	-8.582.959
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	31.136.927	27.035.084
Réductions de valeur sur stocks	-534.751	-480.477
Total net au 31 décembre	30.602.176	26.554.607

Etats financiers consolidés

Note 13. Créances commerciales (actifs courants)

	2014	2013
	EUR	EUR
Créances commerciales	1.993.326	6.263.868
Avances et acomptes versés	8.326.977	8.072.809
Total net au 31 décembre	10.320.303	14.336.677

Note 14. Autres créances (actifs courants)

	2014	2013
	EUR	EUR
Créances sociales	2.010	4.914
Autres créances	2.988.274	5.947.843
Comptes de régularisation	10.463	9.931
Valeur au 31 décembre	3.000.747	5.962.688

Note 15. Actifs et passifs d'impôts exigibles

* Composants des actifs d'impôts exigibles

	2014	2013
	EUR	EUR
Balance d'ouverture au 1^{er} janvier	170.028	134.928
Charge d'impôts	1.980.758	41.423
Impôts payés ou récupérés	-1.968.344	-652
Ecart de conversion	18.218	-5.671
Actifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	200.660	170.028

* Composants des passifs d'impôts exigibles

	2014	2013
	EUR	EUR
Balance d'ouverture au 1^{er} janvier	7.701.186	11.492.788
Charge d'impôts	20.678.875	20.604.940
Autres impôts	-231	2.944.734
Impôts payés ou récupérés	-34.941.223	-38.905.004
Régularisations d'impôts	11.600.716	13.818.408
Ecart de conversion	797.621	-2.254.680
Passifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	5.836.944	7.701.186

Etats financiers consolidés

Note 16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

* Réconciliation avec les valeurs de l'état de la situation financière

	2014	2013
	EUR	EUR
Comptes à vue	78.075.807	57.542.298
Total au 31 décembre	78.075.807	57.542.298

* Réconciliation avec le tableau des flux de trésorerie

	2014	2013
	EUR	EUR
Comptes à vue	78.075.807	57.542.298
Total au 31 décembre	78.075.807	57.542.298

Note 17. Capital

Le capital souscrit et entièrement libéré s'élève à 25 millions d'euros au 31 décembre 2014 ainsi qu'au 31 décembre 2013.

Le capital est représenté par 20.050.000 actions.

	Actions ordinaires	
	2014	2013
Nombre d'actions au 1^{er} janvier et au 31 décembre	20.050.000	20.050.000
Nombre d'actions émises entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale	20.050.000	20.050.000

Note 18. Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets de la société mère, après absorption des pertes reportées éventuelles, un

prélèvement de 5%. Ce prélèvement affecté à la réserve légale cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

Note 19. Engagements de retraites

Régime de pension à prestations définies et de maladies postérieures à l'emploi

Le Groupe accorde un plan de retraite à prestations définies au personnel de sa filiale en Indonésie. Cette dernière verse des indemnités qui sont payables en cas de retraite ou de démission volontaire. Les allocations versées sont exprimées en pourcentage du salaire et sont basées sur le nombre d'années de service.

Le plan est régi sur base du contrat de travail pour les employés et sur base de la convention collective pour les ouvriers. Il est conforme à la loi sur le travail en vigueur dans le pays.

Les prestations payables au personnel ne sont pas financées par un actif spécifique en contrepartie de la provision.

	2014	2013
	EUR	EUR
Actifs et passifs comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Valeur actualisée des obligations	29.586.593	22.566.058
Montant net comptabilisé dans l'état de la situation financière pour les régimes à prestations définies	29.586.593	22.566.058
Composantes de la charge nette		
Coûts des services rendus	1.620.528	911.674
Coûts financiers	2.112.157	2.376.508
Coûts des régimes à prestations définies	3.732.685	3.288.182
Mouvements sur les passifs/actifs nets comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Au 1^{er} janvier	22.566.058	35.808.415
Conversion de passifs non monétaires au taux de clôture (consécutif à l'abandon de la devise fonctionnelle)	0	-2.957.153
Coûts selon le compte de résultat	3.732.685	3.288.182
Cotisations	-1.676.207	-1.885.996
Ecart actuariels de l'année reconnus dans les autres éléments du résultat étendu	2.289.311	-5.262.988
Ecart de conversion	2.674.746	-6.424.402
Au 31 décembre	29.586.593	22.566.058

Les provisions ont été calculées sur base de rapports d'évaluations actuarielles établis en février 2015.

Etats financiers consolidés

Pertes et gains actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu

	2014	2013
	EUR	EUR
Ajustements des passifs liés à l'expérience	0	-1.100.604
Modifications des hypothèses financières liées aux passifs comptabilisés	-2.289.311	3.811.065
Modifications des hypothèses démographiques liées aux passifs comptabilisés	0	2.552.527
Ecarts actuariels reconnus durant l'exercice dans les autres éléments du résultat étendu	-2.289.311	5.262.988

Hypothèses actuarielles d'évaluation

	2014	2013
ASIE		
Taux d'actualisation moyen	7,88%	9,00%
Rendements à long terme attendus des actifs des régimes	N/A	N/A
Augmentations futures des salaires	7,50%	7,50%

Analyse de sensibilité de la valeur actualisée des obligations des régimes à prestations définies

Le tableau ci-dessous indique la valeur actualisée des obligations lorsque les principales hypothèses sont modifiées.

	2014	2013
	EUR	EUR
Taux d'actualisation		
Augmentation de 0,5%	28.530.315	21.639.255
Diminution de 0,5%	30.642.871	23.460.018
Augmentations futures attendues des salaires		
Augmentation de 0,5%	30.593.862	23.472.265
Diminution de 0,5%	28.531.801	21.617.096

Les analyses de sensibilité sont basées sur la même méthode actuarielle que celle utilisée pour déterminer la valeur des obligations des régimes à prestations définies.

Incidence du régime de pension à prestations définies sur les flux de trésorerie futurs

	2015	2014
Cotisations estimées pour le prochain exercice (en euros)	1.737.198	1.562.900

	2014	2013
Durée moyenne pondérée des obligations des régimes à prestations définies (en années)	7,8	7,8

Etats financiers consolidés

Note 20. Autres dettes

	2014	2013
	EUR	EUR
Dettes sociales	137.513	91.392
Autres dettes	9.088.378	15.081.357
Comptes de régularisation	16.676.738	12.653.982
Total au 31 décembre	25.902.629	27.826.731
Dont dettes courantes	25.902.629	27.826.731

Note 21. Instruments financiers

2013	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (*)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs						
Titres disponibles à la vente	0	2.300.101	0	2.300.101	0	0
Avances à long terme (*)	371.357	0	53.243	424.600	371.357	53.243
Autres actifs non-courants	12.250.000	0	0	12.250.000	12.250.000	0
Créances commerciales	0	0	14.336.677	14.336.677	0	14.336.677
Autres créances	0	0	5.962.688	5.962.688	0	5.962.688
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	57.542.298	57.542.298	0	57.542.298
Total actifs	12.621.357	2.300.101	77.894.906	92.816.364	12.621.357	77.894.906
Passifs						
Dettes commerciales (courants)	0	0	5.762.340	5.762.340	0	5.762.340
Autres dettes (courants)	0	0	27.826.731	27.826.731	0	27.826.731
Total passifs	0	0	33.589.071	33.589.071	0	33.589.071

(*) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

Etats financiers consolidés

2014	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (*)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs						
Titres disponibles à la vente	0	2.190.695	0	2.190.695	0	0
Avances à long terme	362.872	0	63.336	426.208	362.872	63.336
Autres actifs non-courants	12.250.000	0	0	12.250.000	12.250.000	0
Créances commerciales	0	0	10.320.303	10.320.303	0	10.320.303
Autres créances	0	0	3.000.746	3.000.746	0	3.000.746
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	78.075.807	78.075.807	0	78.075.807
Total actifs	12.612.872	2.190.695	91.460.192	106.236.759	12.612.872	91.460.192
Passifs						
Dettes commerciales (courants)	0	0	4.718.621	4.718.621	0	4.718.621
Autres dettes (courants)	0	0	25.902.629	25.902.629	0	25.902.629
Total passifs	0	0	30.621.250	30.621.250	0	30.621.250
2014						
	Juste valeur					
EUR	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3	TOTAL
Titres disponibles à la vente	0		0		2.190.695	2.190.695

(*) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

Note 22. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice

<i>Effectifs moyens de l'exercice</i>	2014	2013
Directeurs	209	208
Employés	1.931	1.995
Ouvriers (y compris saisonniers)	9.324	9.545
TOTAL	11.464	11.748

	2014	2013
<i>Frais de personnel</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Rémunérations	30.796.530	33.532.330
Charges sociales et charges liées aux retraites	3.007.420	2.609.470
Total au 31 décembre	33.803.950	36.141.800

Note 23. Dotations aux amortissements

	2014	2013
	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Sur immobilisations incorporelles (note 5)	146.287	176.798
Sur immobilisations corporelles (note 6)	6.758.456	7.533.242
Total au 31 décembre	6.904.743	7.710.040

Note 24. Dépréciations d'actifs

Écart d'acquisition

Les tests de perte de valeur de l'écart d'acquisition sont effectués au moins une fois par an afin d'évaluer si la valeur comptable est toujours appropriée.

La valeur recouvrable de l'écart d'acquisition est déterminée à partir du calcul de la valeur d'utilité en utilisant les informations les plus récentes du business plan de Coviphama Co Ltd approuvé par la Direction locale qui couvre une période allant jusqu'à 30 ans. Cette relative longue période du business plan s'explique par la spécificité de l'activité du Groupe qui est basée sur des rendements et des prédictions à très long terme. En effet, l'exploitation d'hévéas a une durée de vie économique relativement longue et prévisible.

Le taux d'actualisation avant impôts en 2014 se situe entre 14,60% et 16,60% et ce taux reflète les taux d'intérêts du marché, la structure du capital de l'entreprise en prenant en compte son secteur opérationnel et le profil de risque spécifique de l'activité.

Le taux de croissance à long terme utilisé a été fixé entre 2,60% et 4,60%. Il est représentatif d'une moyenne de l'inflation observée au Cambodge depuis 5 ans et reflète la tendance d'évolution du coût de la vie à long terme.

Test de perte de valeur sur l'écart d'acquisition

Le 13 août 2013, Socfinasia S.A. a acquis, à travers sa filiale Plantation Nord-Sumatra Ltd S.A., 90% de la société cambodgienne Coviphama Co Ltd pour un montant de 13,3 millions d'euros.

Cette acquisition renforce les activités du Groupe au Cambodge.

Le coût de cette acquisition stratégique pour la pérennisation des opérations du Groupe dans ce pays a dégagé un écart d'acquisition de 9,8 millions d'euros.

Le test de dépréciation de l'écart d'acquisition est réalisé pour la première fois pour la clôture 2014. L'entité Coviphama Co Ltd est retenue comme étant le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation génère des flux de trésorerie indépendamment des autres actifs ou groupes d'actifs ; et pour laquelle le Groupe capture les informations financières destinées au Conseil d'Administration de ce dernier.

L'identification des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») dépend notamment :

- de la manière dont le Groupe gère les activités de l'entité,
- de la manière dont elle prend ses décisions en matière de poursuite ou de cession de ses activités, et
- de l'existence d'un marché actif pour tout ou partie de la production.

D'après la norme IAS 36.130d, l'UGT est composée du secteur opérationnel issu de l'acquisition de la société Coviphama Co Ltd. En effet, les décisions de gestion de l'activité ordinaire, tels que les ventes, les achats, le planting, le replanting et la gestion des ressources humaines sont prises directement au niveau de la société elle-même, de manière indépendante des autres sociétés du Groupe opérant dans le même pays et de la même segmentation opérationnelle telle que définie par IFRS 8.

Le calcul de la valeur d'utilité a été très sensible aux :

- flux de trésorerie issus des budgets préparés par la Direction locale sur une durée relativement longue (30 ans), respectant ainsi les spécificités de l'activité de plantation d'hévéas ;
- changements liés au taux d'actualisation ; et
- hypothèses concernant le taux de croissance à long terme utilisé pour extrapoler les flux de trésorerie sur la période non couverte par le business plan.

Hypothèses retenues concernant le business plan

Les business plans sont mis à jour annuellement et fournissent une évaluation des développements attendus sur une relativement longue période de plusieurs dizaines d'années (environ 30 ans après l'année d'établissement du plan).

Les business plans reflètent les hypothèses ainsi que les projections les plus récentes des tendances du marché et du secteur économique dans lequel l'UGT évolue.

Ils prennent notamment en compte les facteurs suivants :

- les prévisions de développement des ventes en termes de prix et de quantité basées sur des hypothèses raisonnables et supportables sur le long terme, et
- tout changement dans le cycle des dépenses d'investissements que ce soit des investissements agricoles (tels que les futurs besoins en terrain), ou encore des investissements industriels, ou tout changement dû à d'éventuelles pertes de valeur ou à des dommages physiques.

Sensibilité du taux d'actualisation

Le taux d'actualisation reflète les estimations du Groupe concernant les risques spécifiques à l'UGT. Le Groupe utilise un coût moyen pondéré du capital avant impôts comme taux d'actualisation pour l'entité.

Le taux reflète les taux d'intérêts du marché sur les obligations à vingt ans sur un marché de référence, ajusté ensuite par la structure du capital de l'entreprise, ainsi que d'autres facteurs très spécifiques à l'UGT tel que le risque lié au pays dans lequel l'entité est établie.

Sensibilité du taux de croissance à long terme servant de base à l'extrapolation des flux de trésorerie au-delà de la période couverte par le business plan

Le taux de croissance à long terme est déterminé à partir de l'expérience du Groupe concernant le potentiel commercial du secteur d'activité dans lequel il opère. Ce taux dépend également des prévisions de développement sur le marché.

Dans le cadre de la procédure standard de test de perte de valeur des actifs, le Groupe évalue l'impact que peut avoir le changement de taux d'actualisation et le changement de taux de croissance sur l'excès de valeur ou bien le déficit selon le cas de figure.

Les taux d'actualisation et les valeurs terminales sont simulés en faisant varier de 1% en dessous et au-dessus des valeurs de base.

De cette manière, une matrice d'évaluation de l'UGT est générée et révèle la sensibilité de la valeur d'utilité aux pertes de valeur potentielles.

Le test le plus récent a montré que l'UGT testé n'est sujet à aucune perte de valeur, même dans les cas de figure les moins favorables (une combinaison du taux d'actualisation le plus élevé et du plus faible taux de croissance à l'infini).

Pour cette raison, le Groupe estime qu'il n'y a pas de combinaison de taux d'actualisation et de taux de croissance à l'infini prévisible à la date d'évaluation qui pourrait aboutir à une situation où la valeur comptable des actifs incorporels puisse excéder de manière significative sa valeur recouvrable.

Etats financiers consolidés

Note 25. Autres produits financiers

	2014	2013
	EUR	EUR
Sur actifs/passifs courants		
Intérêts provenant des créances et de la trésorerie	333.613	416.236
Gains de change	3.710.368	3.255.321
Autres	1.148.316	605.997
Total au 31 décembre	5.192.297	4.277.554

Note 26. Charges financières

	2014	2013
	EUR	EUR
Sur actifs/passifs courants		
Intérêts et charges financières	23.141	57.994
Pertes de change	2.558.583	2.207.269
Autres	83.340	154.890
Total au 31 décembre	2.665.064	2.420.153

Note 27. Charge d'impôts

* Composants de la charge d'impôts

	2014	2013
	EUR	EUR
Charge d'impôts exigibles	18.893.010	20.530.551
Charge d'impôts différés	6.349.867	-20.817.017
Charge d'impôts au 31 décembre	25.242.877	-286.466

* Composants de la charge d'impôts différés

	2014	2013
	EUR	EUR
IAS 41 : Variation sur actifs biologiques	6.872.449	-19.528.236
IAS 19 : Engagements de retraites	-71.459	-554.550
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	0	47.816
IAS 2/IAS 41 : Juste valeur de la production agricole	80.121	-682.951
IAS 39 : Contrats de change à terme	0	5.407
IAS 16 : Immobilisations corporelles	0	-113.503
Autres	-531.244	0
Charge d'impôts différés au 31 décembre	6.349.867	-20.817.017

Etats financiers consolidés

* Réconciliation de la charge d'impôts sur le bénéfice

	2014	2013
	EUR	EUR
Résultat avant impôts des activités poursuivies	89.958.379	-20.371.976
Taux d'imposition normal de la société mère	29,22%	29,22%
Taux d'imposition normal des filiales	De 20% à 29,22 %	De 20% à 29,22 %
Impôts au taux normal d'imposition des filiales	22.616.450	-5.303.395
Impôts non provisionnés	519.867	649.396
Mesures favorables à l'investissement	-99.462	-63.994
Régimes fiscaux particuliers dans les pays étrangers	207.396	3.812
Revenus non imposables	650.725	1.005.008
Dépenses non déductibles	2.679.302	3.445.190
Déficit reporté imputé	-672	-5.835
Déficits à reporter	852.418	2.949.597
Autres avantages fiscaux	-1.672.784	-1.784.219
Ajustements divers	-510.363	-1.182.026
Charge d'impôts au 31 décembre	25.242.877	-286.466

Etats financiers consolidés

Note 28. Résultat net par action

Le résultat net par action non dilué (données de base) correspond au bénéfice net de la période attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas d'actions ordinaires potentielles dilutives, le résultat net par action dilué est donc identique au résultat net par action non dilué.

	2014	2013
Résultat net (en euro)	63.703.489	-12.623.334
Nombre moyen d'actions	20.050.000	20.050.000
Résultat net par action non dilué (en euro)	3,18	-0,63

Note 29. Dividendes et tantièmes

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires du 27 mai 2015, le paiement d'un dividende total de 1 euro par action, contre 1,60 euros par action lors de l'exercice précédent. Il est rappelé qu'un acompte sur le dividende de l'exercice 2014 d'un

montant de 0,50 euro par action a été versé fin 2014. Un solde de 0,50 euro pour un montant total de 10 millions d'euros reste donc à payer. Les tantièmes, quant à eux, devraient s'élever à 2,2 millions d'euros.

Note 30. Informations relatives aux parties liées

* Rémunérations allouées aux administrateurs

	2014	2013
	EUR	EUR
Avantages à court terme	7.863.099	12.621.406
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paiement fondé sur les actions	0	0

Etats financiers consolidés

* Transactions relatives aux autres parties liées

Les transactions entre parties liées sont effectuées à des conditions de marché.

EUR	2014	2013
	Entreprises associées	Entreprises associées
Actifs non-courants		
Avances à long terme	232.500	232.500
Autres actifs non-courants	12.250.000	12.250.000
	12.482.500	12.482.500
Actifs courants		
Créances commerciales	1.653.059	5.774.843
Autres créances	381.864	50.639
	2.034.923	5.825.482
Passifs courants		
Dettes commerciales	295.574	1.520.254
Autres dettes	930.257	85.334
	1.225.831	1.605.588
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES		
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	38.517.459	56.066.999
Prestations de services et livraisons de biens reçues	8.385.143	6.947.158
Produits financiers	270.049	344.397
Charges financières	20.579	25.872

Aucune transaction n'a été enregistrée avec Socfin à l'exception du paiement des dividendes par Socfinasia S.A. pour un montant de 12.456.597 EUR en 2014 contre 28.095.035 EUR en 2013.

Note 31. Concessions de terrains agricoles

Le Groupe n'est pas propriétaire de tous les terrains sur lesquels sont plantés les actifs biologiques. En général, ces terrains font l'objet de concessions de très longue durée de la part de l'autorité publique locale. Ces concessions sont renouvelables.

<i>Société</i>	<i>Date du bail initial ou de son renouvellement/extension</i>	<i>Durée du bail initial</i>	<i>Superficie concédée</i>
SETHIKULA CO LTD	2010	99 ans	4.273 ha
VARANASI CO LTD	2009	70 ans	2.386 ha
COVIPHAMA CO LTD	2008	70 ans	5.345 ha
PT SOCFINDO	1985/1998	25 à 30 ans	49.340 ha (*)

(*) PT SOCFINDO possède en propre environ 2.000 ha.

Note 32. Information sectorielle

Conformément à IFRS 8, l'information analysée par la Direction est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques. Par conséquent, les secteurs présentés sont les suivants : Indonésie, Cambodge et Europe.

Les produits du secteur opérationnel Indonésie proviennent des ventes d'huile de palme et de caoutchouc, ceux du secteur Europe proviennent des prestations de services administratifs, d'assistance à

la gestion des plantations et la commercialisation des produits hors Groupe. Le résultat sectoriel du Groupe est le résultat opérationnel des activités.

Les chiffres présentés proviennent du reporting interne. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS et ne sont donc pas directement comparables aux montants repris dans l'état de la situation financière et au compte de résultat consolidés.

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2013

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	0	0	-4.592.927
Cambodge	0	0	354.437
Indonésie	175.209.576	0	74.522.939
TOTAL	175.209.576	0	70.284.449
Variation de la juste valeur des actifs biologiques			-80.554.657
Juste valeur de la production agricole			-2.731.804
Autres retraitements IFRS			3.955.073
Elimination de consolidation (intragroupes et autres)			-13.566.085
Produits financiers			4.678.597
Charges financières			-2.437.549
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			7.049.613
Impôts			286.466
Résultat net de l'exercice			-13.035.897

Etats financiers consolidés

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2014

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	0	0	-3.607.232
Cambodge	0	0	662.191
Indonésie	163.607.852	0	72.427.444
TOTAL	163.607.852	0	69.482.403
Variation de la juste valeur des actifs biologiques			24.690.464
Juste valeur de la production agricole			320.485
Autres retraitements IFRS			2.475.820
Elimination de consolidation (intragroupes et autres)			-9.362.131
Produits financiers			5.193.755
Charges financières			-2.842.417
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			6.346.594
Impôts			-25.242.877
Résultat net de l'exercice			71.062.096

* Total des actifs sectoriels

	2014	2013
	EUR	EUR
Europe	63.078.039	44.284.682
Cambodge	37.888.607	27.052.850
Indonésie	115.049.363	105.256.168
Total au 31 décembre	216.016.009	176.593.700
IAS 41 : Actifs biologiques	661.252.930	569.303.055
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	20.259.566	17.928.043
Elimination de consolidation (intragroupes et autres)	12.601.898	13.266.707
Total des actifs sectoriels consolidés	910.130.403	777.091.505

Les actifs sectoriels ne font pas partie du reporting interne, ils sont présentés pour répondre aux exigences de la norme IFRS 8. Ils incluent les immobilisations, les actifs biologiques, les créances commerciales, les stocks,

la trésorerie et équivalents de trésorerie. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS dont notamment la réévaluation des actifs biologiques selon IAS 41.

Etats financiers consolidés

* Total des passifs sectoriels

	2014	2013
	EUR	EUR
Europe	16.733.240	18.525.682
Cambodge	718.270	2.136.897
Indonésie	22.974.491	23.475.879
Total au 31 décembre	40.426.001	44.138.458
Elimination de consolidation (intragroupes et autres)	-9.804.751	-10.549.387
Total des passifs sectoriels consolidés	30.621.250	33.589.071

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2013

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques	TOTAL
Cambodge	625	854.613	3.708.809	4.564.047
Indonésie	302.097	5.731.441	5.553.362	11.586.900
TOTAL	302.722	6.586.054	9.262.171	16.150.947

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2014

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques	TOTAL
Cambodge	116	1.791.189	6.586.134	8.377.439
Indonésie	4.076	4.986.899	5.120.713	10.111.688
TOTAL	4.192	6.778.088	11.706.847	18.489.127

* Information par secteur d'activité

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes

	2014	2013
	EUR	EUR
Palmier	122.851.852	128.265.798
Hévéa	19.796.687	25.135.841
Autres produits agricoles	20.959.313	21.807.937
TOTAL	163.607.852	175.209.576

Etats financiers consolidés

* Information par zones géographiques

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes par origine et par implantation des clients

EUR					2013
<i>Implantation</i>					
<i>Origine</i>		<i>Europe</i>	<i>Afrique</i>	<i>Asie</i>	<i>TOTAL</i>
<i>Asie</i>		67.504.285	1.531.279	106.174.012	175.209.576

EUR					2014
<i>Implantation</i>					
<i>Origine</i>		<i>Europe</i>	<i>Afrique</i>	<i>Asie</i>	<i>TOTAL</i>
<i>Asie</i>		36.709.948	1.019.023	125.878.881	163.607.852

Note 33. Gestion des risques

Gestion du capital

Le Groupe gère son capital et procède à des ajustements en fonction de l'évolution des conditions économiques et des opportunités d'investissement. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe pourrait émettre de nouvelles actions, rembourser une partie du capital ou ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires. En 2011, Socfinasia S.A. a divisé par 20 ses actions sans désignation de valeur nominale.

Risque financier

Le risque financier pour les sociétés du Groupe provient essentiellement de l'évolution du prix de vente des matières premières agricoles, de celle des devises étrangères et dans une moindre mesure de l'évolution des taux d'intérêts.

Risque potentiel :

Aucun des pays dans lesquels le Groupe opère n'a une économie hyperinflationniste ou ne souffre d'une menace immédiate de dévaluation du cours. Néanmoins, dans une minorité de pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, le système politique en place et la stabilité économique demeurent fragiles et pourraient entraîner la dévaluation monétaire ou une hyperinflation.

Gestion du risque et opportunités :

Le Groupe examine régulièrement ses sources de financement, ainsi que l'évolution des devises et ses décisions sont basées sur une variété de risques et d'opportunités en fonction de plusieurs facteurs, notamment les taux d'intérêts, la devise et les contreparties.

Risque de marché

*** Risque de prix des matières premières**

Risque potentiel :

Le Groupe fait face au risque de baisse des prix des matières premières.

Gestion du risque et opportunités :

Face à ce risque, la principale politique des sociétés du Groupe a toujours été de contrôler ses coûts de production pour dégager des marges devant permettre la viabilité des structures en cas de baisse importante des prix de vente de ces matières premières

et inversement de dégager des marges bénéficiaires importantes lors des retournements des marchés à la hausse.

Parallèlement à cette politique principale, il a également été mis en œuvre des politiques secondaires qui permettent d'améliorer les marges bénéficiaires ou de les consolider :

- production de produits agricoles de qualité supérieure et labellisés, notamment pour le caoutchouc ; et
- utilisation de l'expertise du Groupe, reconnue par le secteur, dans le domaine des transactions commerciales.

*** Risque de devises étrangères**

Risque potentiel :

Le Groupe effectue des transactions en monnaies locales. De plus, les instruments financiers de couverture contre les fluctuations des taux de change peuvent ne pas être disponibles pour certaines devises. Cela crée une exposition aux fluctuations des taux qui peuvent avoir un impact sur le résultat financier libellé en euro.

Gestion du risque et opportunités :

En dehors des instruments courants de couverture de change à terme de devises pour les transactions opérationnelles qui restent relativement limités, la principale politique du Groupe est, compte tenu des investissements importants réalisés dans les plantations, de financer ses projets de développements en devises locales dans la mesure du possible, du moins en ce qui concerne les emprunts hors Groupe.

*** Risque de taux d'intérêts**

Risque potentiel :

Pour le Groupe, ce risque comprend d'une part, le risque de variation des flux de trésorerie afférent aux emprunts à court terme, donc souvent à taux variable et d'autre part le niveau relativement élevé des taux d'intérêts de base sur les marchés en développement lorsqu'il s'agit d'emprunter en devises locales.

Gestion du risque et opportunités :

Le premier risque est mis sous contrôle par une politique active de surveillance de l'évolution des marchés financiers locaux et parfois de consolidation de dettes à court terme vers le long terme, s'il y a lieu. Le second risque quant à lui est pris en compte par une politique systématique de mise en compétition des

Etats financiers consolidés

banques locales et internationales avec les bailleurs de fonds internationaux pouvant offrir de réelles opportunités d'investissement et de développement à des taux attractifs.

Risque de crédit

Risque potentiel :

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations contractuelles.

Gestion du risque et opportunités :

Pour gérer ce risque, le Groupe s'assure du paiement au comptant des ventes locales ou de la garantie de la recouvrabilité des créances par l'obtention de lettres de change avalisées. Les ventes à l'exportation des plantations sont centralisées dans la structure commerciale du Groupe qui applique soit une politique de paiement au comptant (cash against documents) soit une politique de crédit commercial dont les limites sont définies par son Conseil d'Administration.

Risque de liquidité

Risque potentiel :

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que le Groupe ne puisse pas satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. Ce risque est principalement localisé sur les plantations qui sont à la fois la source principale de la trésorerie et des besoins de financement.

Gestion du risque et opportunités :

Compte tenu de l'environnement économique et technologique spécifique de chaque plantation, le Groupe gère ce risque de manière décentralisée. Toutefois, tant la trésorerie disponible que la mise en place des financements sont supervisées par la Direction du Groupe.

Risque lié aux marchés émergents

Risque potentiel :

L'instabilité politique actuelle ou future dans certains pays dans lesquels le Groupe opère peut affecter la capacité à faire des affaires, générer du chiffre d'affaires et impacter la rentabilité du Groupe.

Le système politique dans certains des marchés du Groupe reste relativement fragile et demeure potentiellement menacé par des conflits transfrontaliers ou des guerres entre groupes rivaux.

Gestion du risque et opportunités :

Les activités du Groupe contribuent à l'amélioration de la qualité de vie dans les pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, l'amélioration de la stabilité de ses marchés pourra conduire à une appréciation de la valeur des sociétés du Groupe implantées localement. La diversification de la répartition géographique des pays, des économies et des monnaies dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition au risque lié aux marchés émergents.

Le Groupe est conscient de la responsabilité environnementale et sociale qu'il a envers les populations locales et il met en place des initiatives en ce sens.

Risque d'expropriation

Risque potentiel :

Certains pays dans lesquels le Groupe est implanté ont des régimes politiques qui peuvent remettre en cause les intérêts commerciaux étrangers en limitant leurs activités et peuvent tenter d'imposer leur contrôle sur les actifs du Groupe.

Gestion du risque et opportunités :

La diversification de la répartition géographique des pays dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition à ce risque.

Risque de crédibilité

Risque potentiel :

Le Groupe est exposé au risque de perte de confiance des marchés financiers par rapport à sa capacité à garder une santé financière solide considérant :

- son impact environnemental,
- sa responsabilité sociale et
- les risques économiques et géopolitiques dont certaines entités du Groupe peuvent faire face.

Gestion du risque et opportunités :

Les initiatives du Groupe visant à prendre en compte ce risque sont détaillées dans les informations fournies dans le « Sustainability report 2014 » disponible à la demande au siège du Groupe.

Sensibilité aux risques

*** Risque de change**

Les ventes locales de 125,9 millions d'euros en 2014 sont réalisées dans la monnaie locale. Les ventes export sont réalisées sur des marchés en dollar. Dans le cas où

Etats financiers consolidés

la monnaie de vente n'est pas la devise fonctionnelle de la société et que cette devise est ou est liée à une monnaie forte, la conversion est assurée au moment de la conclusion du contrat.

L'impact sur le résultat d'une variation du taux EUR/USD de 5% en plus ou en moins sur les instruments financiers en devises s'élève à 1,3 millions d'euros.

La trésorerie de Socfinasia S.A. fait apparaître une position de 32,9 millions de dollars au 31 décembre 2014. Celle-ci est destinée notamment à couvrir les investissements en dollar de l'exercice à venir. PT Socfindo rapporte une position nette (créances et dettes) de 3,3 millions de dollars.

* **Risque de taux d'intérêts**

En dehors des éventuels découverts bancaires à court terme, il n'y a pas d'emprunt à taux variable.

* **Risque de crédit**

Les créances commerciales des clients globaux et des clients locaux s'élèvent respectivement à 1,2 millions d'euros et 9,1 millions d'euros. Les créances sur les clients globaux sont principalement des créances liées à la vente de caoutchouc. L'huile de palme brute est vendue localement à des acteurs locaux (large panel de clients). La commercialisation de l'huile de palme raffinée et du caoutchouc est confiée à Sogescol FR (société mise en équivalence). Celle-ci intervient soit sur les marchés physiques soit directement auprès de clients finaux.

Les créances commerciales échues sont non matérielles.

	2014	2013
	EUR	EUR
Créances commerciales	10.333.665	14.339.832
Réductions de valeur	-13.362	-3.154
Autres créances	3.000.747	5.962.687
Total net des créances	13.321.050	20.299.365
Montant non échu	13.321.050	20.299.365
Total net des créances	13.321.050	20.299.365

* **Risque de liquidité**

L'exposition du Groupe au risque de liquidité est mentionnée à la note 16.

Note 34. Environnement politique et économique

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Asie du Sud-Est.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans certains de ces pays, ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux changements politiques et économiques.

Note 35. Evènements postérieurs à la date de clôture

Aucun évènement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

Note 36. Honoraires du Réviseur d'Entreprises agréé

	2014	2013
	EUR	EUR
Audit (TVAC)	61.653	48.737

Rapport de gestion social

présenté par le Conseil d'Administration
à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 27 mai 2015

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport annuel et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de notre Société au 31 décembre 2014.

Activités

La Société détient pour l'essentiel des participations dans des sociétés qui opèrent directement ou indirectement en Asie du Sud-Est dans les secteurs de production du caoutchouc et de l'huile de palme.

Résultat de l'exercice

Le compte de résultat de l'exercice, comparé à celui de l'exercice antérieur, se présente comme suit :

(en millions d'euros)	2014	2013
PRODUITS		
Produits des immobilisations financières	48,0	50,0
Produits des éléments financiers de l'actif circulant	1,2	0,2
Total des produits	49,2	50,2
CHARGES		
Autres charges externes	2,7	3,4
Intérêts et autres charges financières	0,1	0,6
Impôts	0,2	0,0
Total des charges	3,0	4,0
BENEFICE DE L'EXERCICE	46,2	46,2

Au 31 décembre 2014, les produits des immobilisations financières s'élèvent donc à 48 millions d'euros contre 50 millions d'euros en 2013. La baisse constatée provient pour l'essentiel de la diminution des revenus en provenance d'Indonésie.

Les charges quant à elles se sont élevées à 3 millions d'euros contre 4 millions d'euros lors de l'exercice précédent.

Après déduction des charges et des coûts de structure, le bénéfice de l'exercice s'établit à 46,2 millions d'euros.

Rapport de gestion social

Bilan

Au 31 décembre 2014, le total du bilan de Socfinasia S.A. avant distribution s'établit à 362,2 millions d'euros contre 340,4 millions d'euros au 31 décembre 2013.

L'actif de Socfinasia S.A. se compose notamment de 290 millions d'euros d'immobilisations financières et de 61,2 millions d'euros de disponibilités.

Les fonds propres, avant affectation du solde de dividendes, s'élèvent à 355,1 millions d'euros.

Portefeuille

Mouvements

Aucun mouvement de portefeuille n'a été effectué au cours de l'exercice 2014.

Evaluation

Les plus-values latentes sur le portefeuille des participations sont estimées à 57,5 millions d'euros au 31 décembre 2014 contre 16 millions d'euros à la fin de l'exercice précédent.

Participations

Les principales participations ont évolué comme suit durant les derniers mois :

PT Socfindo (Indonésie)

Filiale à 89,98 % de PNS Limited S.A., elle-même détenue à 99,99 % par Socfinasia S.A.

Les productions se sont maintenues au cours de l'année 2014. Le chiffre d'affaires et le résultat net évoluent à la hausse en monnaie locale.

Socfin-KCD Co Ltd (Cambodge) – 86,30%

Au cours de l'année 2014, l'entretien de la plantation et le développement des infrastructures sociales ont continué à être au cœur du développement de la plantation. Notons que 2015 verra la mise en saignée des premières parcelles plantées.

Coviphama Co Ltd (Cambodge)

Filiale à 90% de PNS Limited S.A., elle-même détenue à 99,99% par Socfinasia S.A.

En constant développement, la surface plantée de Coviphama atteint 2.570 hectares au 31 décembre 2014.

Rapport de gestion social

Affectation du résultat

Le bénéfice de l'exercice de EUR 46.170.159,32, augmenté du report bénéficiaire antérieur de EUR 128.040.546,71 forment un solde bénéficiaire de EUR 174.210.706,03 qu'il vous est proposé de répartir de la façon suivante :

Répartition bénéficiaire	EUR
Report à nouveau	151.932.928,25
du solde :	
10% au Conseil d'Administration	2.227.777,78
90% aux 20.050.000 actions	20.050.000,00
soit EUR 1,00 par action dont EUR 0,50 déjà versé fin 2014	174.210.706,03

Pour rappel, le dividende de l'exercice antérieur s'élevait à EUR 1,60.

Après cette répartition, l'ensemble des réserves s'élève à EUR 318.864.714,14 et se présente comme suit :

Réserves	EUR
Réserve légale	2.506.250,00
Réserve indisponible	125.993.370,46
Autres réserves	34.974.671,83
Autres réserves disponibles	3.457.493,60
Report à nouveau	151.932.928,25
	318.864.714,14

Si vous approuvez cette répartition, le coupon n° 68 de EUR 0,50 sera détachable le 8 juin 2015 et payable à partir du 10 juin 2015 aux guichets de :

ING Luxembourg S.A.
52, route d'Esch
2965 Luxembourg

Actions propres

La Société n'a pas procédé au cours de l'exercice 2014 à des rachats d'actions propres.

Recherche et développement

Au cours de l'exercice 2014, Socfinasia S.A. n'a engagé aucun frais en matière de recherche et développement.

Instruments financiers

La trésorerie de Socfinasia S.A. fait apparaître une position de 32,9 millions de dollars au 31 décembre 2014. Celle-ci est notamment destinée à couvrir les investissements en dollar.

Mentions requises prévues à l'Art. 11(1) points a) à k) de la loi du 19 mai 2006 concernant les Offres Publiques d'Acquisition

- a) Le capital social souscrit de la Société est fixé à 25.062.500 euros représenté par 20.050.000 actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées. Chaque action donne droit à une voix sans limitation ni restriction.
- c) Le 15/04/2008, Socfin a déclaré détenir une participation directe de 53% dans le capital de Socfinasia S.A. Au 31/12/2014 toutefois, cette participation s'élève à 56,47%.

Le 10/03/2008, Bolloré Participations a déclaré détenir une participation directe et indirecte de 21,75% dans le capital de Socfinasia S.A., dont 16,75% via Bolloré et 5% via Compagnie du Cambodge.

- f) En vertu de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, applicable depuis le 18 février 2015, le droit de vote attaché aux actions *physiques* est suspendu jusqu'à ce que ces actions soient déposées auprès de l'intermédiaire financier désigné par Socfinasia S.A.

- h) Art. 13. des statuts : « La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins. Les Administrateurs sont nommés pour une période de six ans par l'Assemblée Générale des actionnaires. Ils sont rééligibles. Les Administrateurs sont renouvelés par voie de tirage au sort, de manière qu'un Administrateur au moins soit sortant chaque année ».

Art. 22. des statuts : « En cas de vacance d'un ou de plusieurs sièges d'Administrateur, il pourra être procédé provisoirement à leur remplacement en observant les formalités prévues par la loi alors en vigueur ».

Art. 31. des statuts : « Les présents statuts peuvent être modifiés par décision de l'Assemblée Générale spécialement convoquée à cet effet, dans les formes et conditions prescrites par les articles 67 et 70 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ».

- i) Les pouvoirs des membres du Conseil d'Administration sont définis aux Art. 17 et suivants des statuts de la Société. Ils prévoient notamment que : « Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la Société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale par les statuts ou par la loi est de la compétence du Conseil ».

En outre, les statuts prévoient à l'Art. 6 : « En cas d'augmentation du capital, le Conseil d'Administration détermine les conditions d'émission des actions.

Les actions nouvelles à libérer en numéraire, sont offertes par préférence aux anciens actionnaires, conformément à la loi. L'Assemblée Générale appelée à délibérer, aux conditions requises pour la modification des statuts, soit sur l'augmentation du capital, soit sur l'autorisation d'augmenter le capital conformément à l'article 32(1) de la loi sur les sociétés, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel ou autoriser le Conseil à le faire de la manière et dans les conditions prévues par la loi ».

Les autres points de l'Art. 11(1) sont *non applicables*, à savoir :

- les restrictions au transfert de titres ;
- la détention de titre comprenant des droits de contrôle spéciaux ;
- l'existence d'un système d'actionnariat du personnel ;
- les accords entre actionnaires pouvant entraîner une restriction au transfert de titres ou aux droits de vote ;
- les accords auxquels la Société est partie et qui prennent effet sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société suite à une OPA ;
- les indemnités prévues en cas de démission ou de licenciement des membres du Conseil d'Administration ou du personnel suite à une OPA.

Valeur estimée de l'action (comptes sociaux)

La valeur estimée de Socfinasia S.A. au 31 décembre 2014 avant affectation du résultat de l'exercice, mais tenant toutefois compte du paiement des acomptes sur dividende, s'élève à 366,4 millions d'euros, soit EUR 20,58 par action contre EUR 17,39 au terme de l'exercice précédent. Cette évaluation intègre les plus-values latentes du portefeuille.

Pour rappel, le cours de bourse de l'action s'élève à EUR 19,38 au terme de l'exercice 2014 contre EUR 27,74 un an plus tôt.

Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun évènement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

Principaux risques et incertitudes

Il faut souligner que les investissements du Groupe en Asie du Sud-Est peuvent être soumis à des risques politico-économiques. Les dirigeants et les cadres sur place suivent l'évolution de la situation au jour le jour.

Perspectives

Le résultat de l'exercice 2015 dépendra dans une large mesure des distributions des dividendes des filiales ; ceux-ci ne sont pas encore fixés.

Dividendes prescrits

En vertu de l'Article 2277 du Code Civil, les dividendes non réclamés dans un délai de 5 ans à compter de la date de leur mise en paiement, sont prescrits. Dès lors, au 30 juin 2014, la Société a annulé la provision relative au coupon n° 47 et au 31 décembre celle relative au coupon n° 48.

Nominations statutaires

Le mandat de Monsieur André Balot, Administrateur sortant, vient à échéance cette année. Le Conseil proposera à la prochaine Assemblée Générale le renouvellement de ce mandat pour une durée de six ans, venant à expiration au cours de l'Assemblée Générale ordinaire de 2021.

Le Conseil d'Administration

Aux Actionnaires de
Socfinasia S.A.
4, Avenue Guillaume
L-1650 Luxembourg

RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

Rapport sur les comptes annuels

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 28 mai 2014, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de SOCFINASIA S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2014 ainsi que le compte de pertes et profits pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives présentés dans ce rapport annuel aux pages 101 à 109.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour l'établissement et la présentation des comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité

relatif à l'établissement et à la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de SOCFINASIA S.A. au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 9 de l'annexe relative à la situation politique et économique de certains pays d'Asie du Sud-Est dans lesquels la société détient des investissements dont la valeur au 31 décembre 2014 s'élève à EUR 270.073.776,10.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion présenté dans ce rapport annuel aux pages 95 à 99, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels.

Bertrange, le 25 Mars 2015

CLERC
Cabinet de révision agréé
Jean-Jacques Soisson

Etats financiers sociaux

1. Bilan au 31 décembre 2014

		2014	2013
ACTIF	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations financières	3		
Parts dans des entreprises liées		283.154.877,99	283.154.044,39
Créances sur des entreprises liées		6.835.741,91	3.534.315,52
		289.990.619,90	286.688.359,91
ACTIF CIRCULANT			
Créances			
Créances sur des entreprises liées dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	4	10.096.632,46	9.594.201,28
Autres créances dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		876.741,25	872.512,45
		10.973.373,71	10.466.713,73
Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse		61.214.965,20	43.267.935,99
		72.188.338,91	53.734.649,72
COMPTES DE REGULARISATION		0,00	2.500,00
		362.178.958,81	340.425.509,63

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Etats financiers sociaux

		2014	2013
<i>PASSIF</i>	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
CAPITAUX PROPRES			
	5		
Capital souscrit		25.062.500,00	25.062.500,00
Réserves			
Réserve légale		2.506.250,00	2.506.250,00
Autres réserves		164.425.535,89	163.681.373,89
		166.931.785,89	166.187.623,89
Résultats reportés		128.040.546,70	117.518.805,08
Résultat de l'exercice		46.170.159,32	46.166.186,07
Acomptes sur dividendes		-11.138.888,89	-22.277.777,78
		355.066.103,02	332.657.337,26
DETTES NON SUBORDONNEES			
Dettes envers des entreprises liées dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		10.694,78	297.071,00
Autres dettes dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	6	7.102.161,01	7.471.101,37
		7.112.855,79	7.768.172,37
		362.178.958,81	340.425.509,63

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Etats financiers sociaux

2. Compte de pertes et profits au 31 décembre 2014

		2014	2013
CHARGES	<i>Note</i>	EUR	EUR
Autres charges externes		2.093.138,88	2.545.517,49
Autres charges d'exploitation		687.587,28	788.845,28
Intérêts et autres charges financières			
Autres intérêts et charges		78.282,77	654.181,40
Impôts sur le résultat		45.520,62	1.134,80
Autres impôts ne figurant pas ci-dessus		147.280,00	87.500,00
Profit de l'exercice		46.170.159,32	46.166.186,07
		49.221.968,87	50.243.365,04
PRODUITS			
Produits des immobilisations financières			
provenant d'entreprises liées	7	47.964.915,61	50.153.642,06
Produits des éléments financiers de l'actif circulant			
Provenant d'entreprises liées		42.930,84	36.193,36
Autres produits		1.214.122,42	53.529,62
		49.221.968,87	50.243.365,04

Proposition de répartition bénéficiaire

	2014	2013
	EUR	EUR
Report à nouveau	151.932.928,25	128.040.546,70
Du solde :		
10% au Conseil d'Administration	2.227.777,78	3.564.444,44
90% aux 20.050.000 actions	20.050.000,00	32.080.000,00
	174.210.706,03	163.684.991,14
Dividende par action	EUR 1,00	EUR 1,60

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2014

Note 1. Généralités

SOCFINASIA S.A. « la Société » ci-après, a été constituée le 20 novembre 1972 sous forme d'une société anonyme et a adopté le statut de « soparfi » le 10 janvier 2011.

La durée de la Société est illimitée et son siège social est établi à Luxembourg. La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 10534.

L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.

Les chiffres de l'exercice se terminant le 31 décembre 2013 relatifs aux postes « Autres charges externes », « Autres charges d'exploitation », « Impôts sur le résultat » et « Autres impôts ne figurant pas ci-dessus » ont été reclassés afin d'assurer la comparabilité avec les chiffres se terminant le 31 décembre 2014.

Note 2. Principes, règles et méthodes comptables

Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

Bien que la Société soit intégrée dans les comptes consolidés de la Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin », la Société prépare des comptes consolidés en raison de sa cotation en Bourse de Luxembourg. Les comptes consolidés peuvent être consultés sur le site internet www.socfin.com.

Conversion des devises

La Société tient sa comptabilité en euro (EUR) ; les comptes annuels sont exprimés dans cette devise.

Les transactions effectuées dans une devise autre que la devise du bilan sont converties dans la devise du bilan au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la date de clôture du bilan :

- le prix d'acquisition des titres de participation inclus dans les immobilisations financières ainsi que les créances y rattachées, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, restent convertis au cours de change historique ;

- les avoirs bancaires exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les autres postes de l'actif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les postes de passif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus haut de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les gains et pertes de change réalisés sont comptabilisés dans les comptes de pertes et profits. A la date de clôture, par application du principe de prudence, seuls les écarts de conversion négatifs sur les postes en devise sont portés au résultat.

S'il existe un lien économique entre deux transactions, les écarts de change non-réalisés sont comptabilisés à hauteur de la perte de change latente correspondante.

Etats financiers sociaux

Evaluation des immobilisations financières

Les participations et les titres ayant le caractère d'immobilisations sont évalués individuellement au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur estimée par le Conseil d'Administration sans compensation entre les plus-values et les moins-values individuelles.

Le prix d'acquisition inclut le prix d'achat et les frais accessoires.

Pour déterminer la valeur estimée, le Conseil d'Administration se base sur la valeur boursière, sur les états financiers des sociétés à évaluer, ou sur d'autres informations et documents disponibles.

Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est compromis. Les corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition, incluant les frais accessoires ou de leur valeur de marché. Une correction de valeur est enregistrée lorsque le prix du marché est inférieur au prix d'acquisition.

Dettes

Les dettes sont inscrites à leur valeur nominale.

Note 3. Immobilisations financières

	Parts dans des entreprises liées		Créances sur des entreprises liées		Total	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Prix d'acquisition/Valeur nominale au début de l'exercice	283.387.215,36	284.790.487,98	3.534.315,52	722.462,58	286.921.530,88	285.512.950,56
Augmentations	833,60	96.727,38	3.301.426,39	2.811.852,94	3.302.259,99	2.908.580,32
Diminutions	0,00	-1.500.000,00	0,00	0,00	0,00	-1.500.000,00
Prix d'acquisition/Valeur nominale à la fin de l'exercice	283.388.048,96	283.387.215,36	6.835.741,91	3.534.315,52	290.223.790,87	286.921.530,88
Corrections de valeur au début et à la fin de l'exercice	-233.170,97	-233.170,97	0,00	0,00	-233.170,97	-233.170,97
Valeur nette comptable à la fin de l'exercice	283.154.877,99	283.154.044,39	6.835.741,91	3.534.315,52	289.990.619,90	286.688.359,91

Les augmentations et les diminutions de l'exercice sont expliquées par :

- L'ajustement sur l'acquisition de la société Socfin Green Energy S.A. pour un montant de EUR 416,80 ;
- L'ajustement sur l'acquisition de la société Socfin Research S.A. pour un montant de EUR 416,80.

Etats financiers sociaux

Informations sur les entreprises dans lesquelles la Société détient au moins 20% du capital

Dénomination	Pays	% détenu	Valeur nette comptable EUR	Exercice clôturé au	Devises des comptes annuels	Fonds propres en devises (y inclus résultat net)	Résultat net
Induservices S.A.	Luxembourg	35,00	35.000	31.12.2014	EUR	234.386	17.767
Management Associates S.A.	Luxembourg	20,00	400.000	31.12.2014	EUR	2.515.214	90.288
Plantation Nord-Sumatra Ltd S.A.	Luxembourg	99,99	244.783.196	31.12.2014	USD	288.852.401	55.581.012
Socfinde S.A. (*)	Luxembourg	79,92	1.072.391	31.12.2014	EUR	4.312.972	108.280
Terrasia S.A.	Luxembourg	47,81	118.518	31.12.2014	EUR	433.368	15.029
Socfinco FR S.A.	Suisse	50,00	486.891	31.12.2014	EUR	12.785.211	5.848.730
Sogescol FR S.A.	Suisse	50,00	1.985.019	31.12.2014	USD	14.993.424	5.873.319
Socfin Green Energy S.A.	Suisse	50,00	48.780	31.12.2014	EUR	703.762	606.201
Socfin Research S.A.	Suisse	50,00	48.780	31.12.2014	EUR	-59.372	-140.105
Centrages S.A.	Belgique	50,00	4.074.315	31.12.2014	EUR	3.250.491	430.751
Gaummes S.A.	Belgique	50,00	47.530	31.12.2014	EUR	108.759	38.277
Immobilière de la Pépinière S.A.	Belgique	50,00	3.511.650	31.12.2014	EUR	3.458.269	-123.218
Socfinco S.A.	Belgique	50,00	750.365	31.12.2014	EUR	2.554.223	1.056.473
Sodimex S.A.	Belgique	50,00	449.790	31.12.2014	EUR	2.868.328	486.654
Socfin-KCD Co Ltd	Cambodge	86,30	25.290.580	31.12.2014	KHR	145.381.205.288	235.710.360
			283.102.805				

(*) Sur base de données financières auditées.

Note 4. Créances sur des entreprises liées

Ce poste se compose principalement au 31 décembre 2014 d'une créance de EUR 9.758.061,- correspondant à une avance de trésorerie avec la filiale Socfinde.

Etats financiers sociaux

Note 5. Capitaux propres

	Capital souscrit EUR	Réserve légale EUR	Autres réserves EUR	Résultats reportés EUR	Résultat de l'exercice EUR	Acomptes sur dividendes EUR
Situation au 1^{er} janvier 2013	25.062.500,00	2.506.250,00	163.216.374,89	127.477.149,66	68.013.877,64	-44.555.555,55
Affectation du résultat de l'exercice 2012 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 29 mai 2013 :						
• Résultats reportés				-9.958.344,58	9.958.344,58	
• Dividendes					-30.075.000,00	
• Tantièmes					-3.341.666,67	
• Acomptes sur dividendes 2012					-44.555.555,55	44.555.555,55
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 13 novembre 2013						
						-22.277.777,78
Extourne coupons prescrits						
			464.999,00			
Résultat de l'exercice 2013						
					46.166.186,07	
Situation au 31 décembre 2013	25.062.500,00	2.506.250,00	163.681.373,89	117.518.805,08	46.166.186,07	-22.277.777,78
Affectation du résultat de l'exercice 2013 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 28 mai 2014 :						
• Résultats reportés				10.521.741,62	-10.521.741,62	
• Dividendes					-12.030.000,00	
• Tantièmes					-1.336.666,67	
• Acomptes sur dividendes 2013					-22.277.777,78	22.277.777,78
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 30 octobre 2014						
						-11.138.888,89
Extourne coupons prescrits						
			744.162,00			
Résultat de l'exercice 2014						
					46.170.159,32	
Situation au 31 décembre 2014	25.062.500,00	2.506.250,00	164.425.535,89	128.040.546,70	46.170.159,32	-11.138.888,89

Capital souscrit

Au 31 décembre 2014, le capital souscrit et entièrement libéré, est de EUR 25.062.500,00, représenté par 20.050.000 actions sans désignation de valeur nominale.

Réserve légale

Le bénéfice annuel doit faire l'objet d'un prélèvement obligatoire de 5% à affecter à une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que la réserve atteint 10% du capital. La réserve légale ne peut pas être distribuée.

Autres réserves

Les autres réserves incluent une réserve indisponible de EUR 125.993.370,46 (2013 : EUR 125.993.370,46) relative au bénéfice dégagé lors de la constitution en 1997 de la société Plantation Nord-Sumatra Ltd S.A.

Etats financiers sociaux

Note 6. Autres dettes

Ce poste inclut principalement des coupons à payer pour un montant de EUR 6.882.661,01 (2013 : EUR 7.244.323,80).

Note 7. Produits des immobilisations financières

	2014	2013
	EUR	EUR
Dividendes reçus	47.544.961,08	49.998.618,53
Intérêts sur créances immobilisées	419.954,53	155.023,53
	47.964.915,61	50.153.642,06

Note 8. Rémunération du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice 2014, les membres du Conseil d'Administration ont perçu EUR 12.812,50 de jetons de présence et EUR 3.120.555,56 de tantièmes.

Note 9. Environnement politique et économique

La Société détient directement et indirectement des participations dans des sociétés qui opèrent en Indonésie et au Cambodge.

Etant donné l'instabilité politique qui existe dans ces pays et leur fragilité économique, les participations financières détenues directement et indirectement par la Société présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

Note 10. Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun évènement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

